

DELIBERATION du 21 octobre 2013

PORTANT INTERDICTION ET RÉGLEMENTATION DES BOISEMENTS ET REBOISEMENTS SUR LA COMMUNE D'ALLEYRAC

VU les dispositions du Code Général des Collectivités territoriales (Troisième partie) et en particulier son article L. 3211-1,

VU les articles L.126-1, L.126-2 et R.126-1 à R.126-11 du code rural relatifs aux interdictions et à la réglementation des semis et plantations d'essences forestières,

VU la délibération du Conseil Général en date du 22 octobre 2012 portant dispositions réglementaires applicables à la réglementation des boisements et reboisements,

VU les arrêtés du Président du Conseil général n° SARA/2011-245 en date du 6 mai 2011 portant constitution d'une commission communale d'aménagement foncier dans la commune d'ALLEYRAC, SARA/2012-273 du 4 mai 2012 et SARA/2012-511 du 28 septembre 2012 la modifiant,

VU le projet de réglementation des boisements élaboré par la commission communale d'aménagement foncier en date du 16 octobre 2012,

VU l'arrêté SARA/2012-570 du 22 octobre 2012 portant ouverture d'une enquête publique du 13 novembre 2012 au 14 décembre 2012,

VU le rapport de Monsieur Jean Claude GUERRIER commissaire enquêteur en date du 9 janvier 2013,

VU les avis favorables de la Mairie d'Alleyrac, de la Chambre d'Agriculture et du CRPF,

VU les décisions de la commission communale d'aménagement foncier en date du 29 mai 2013,

LE DEPARTEMENT DECIDE

Article 1^{er} : Sur toutes les parcelles situées dans les périmètres définis sur les plans cadastraux annexés à cet arrêté, afin de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et d'assurer la préservation de milieux naturels ou de paysages remarquables, tous semis, plantations et replantations d'essences forestières sont réglementés ou interdits dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2 : Périmètre libre

On est libre de semer, planter ou replanter en respectant les distances de reculement prévues par le Code Civil et les dispositions prévues par le Code de l'environnement ou par toute autre réglementation existante.

Article 3 : Périmètre interdit

Dans ce périmètre tous semis, plantations ou replantations d'essences forestières, en plein, en bosquets (quelques arbres regroupés) sont interdits pendant une durée de 10 ans. Au-delà de cette durée de 10 ans le périmètre à boisement interdit devient périmètre à boisement réglementé (sauf s'il est engagé une procédure de renouvellement de la présente réglementation).

Exceptions :

- Les plantations imposées par les prescriptions liées aux permis de construire ou les déclarations de travaux concernant les bâtiments agricoles ainsi que leurs annexes,
- Les plantations d'alignement ou de haies en feuillus (1 seule rangée d'arbres en bordure de parcelle), seront soumises à déclaration, devront utiliser des essences locales et respecter les distances de reculement imposées par le Code Civil.

Article 4 : Périmètre réglementé

Dans ce périmètre, quiconque veut procéder à des plantations, replantations ou à des semis d'essences forestières, doit en faire une déclaration avant toute plantation auprès du Conseil Général.

En périmètre réglementé les distances de recul de toute plantation par rapport à la limite des fonds voisins sont portées à:

- **7 mètres** par rapport à la limite des fonds voisins non boisés pour les résineux.
- **4 mètres** par rapport à la limite des fonds voisins non boisés pour les feuillus.

Article 5 : Culture de sapins de Noël

Les producteurs qui souhaitent procéder à des semis, plantations ou replantations de **sapins de Noël** en zone réglementée ou interdite devront adresser au Conseil Général une **déclaration annuelle préalable** de production portant sur la surface, la densité, le lieu, la date de plantation et l'essence forestière utilisée.

En périmètres Interdit et Réglementé les distances de reculement sont celles fixées par le Code Civil à savoir **7 mètres** par rapport à la limite de propriété.

Article 6 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas aux plantations et replantations d'arbres fruitiers, aux plantations et replantations forestières faites dans les parcs et jardins, aux plantations et replantations dans le foncier bâti.

Article 7 : Plantations le long des cours d'eau

Dans tout périmètre libre et réglementé, la distance de reculement est fixée à **7 mètres** par rapport à la rive de tous cours d'eau pour toutes les plantations de résineux.

Article 9 : cette délibération sera insérée au recueil des actes administratifs du Département et publiée dans un journal du département.

Les plans et la délibération seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public.

DELIBERATION du 21 octobre 2013

PORTANT INTERDICTION ET RÉGLEMENTATION DES BOISEMENTS ET REBOISEMENTS SUR LA COMMUNE D'ALLEYRAC

VU les dispositions du Code Général des Collectivités territoriales (Troisième partie) et en particulier son article L. 3211-1,

VU les articles L.126-1, L.126-2 et R.126-1 à R.126-11 du code rural relatifs aux interdictions et à la réglementation des semis et plantations d'essences forestières,

VU la délibération du Conseil Général en date du 22 octobre 2012 portant dispositions réglementaires applicables à la réglementation des boisements et reboisements,

VU les arrêtés du Président du Conseil général n° SARA/2011-245 en date du 6 mai 2011 portant constitution d'une commission communale d'aménagement foncier dans la commune d'ALLEYRAC, SARA/2012-273 du 4 mai 2012 et SARA/2012-511 du 28 septembre 2012 la modifiant,

VU le projet de réglementation des boisements élaboré par la commission communale d'aménagement foncier en date du 16 octobre 2012,

VU l'arrêté SARA/2012-570 du 22 octobre 2012 portant ouverture d'une enquête publique du 13 novembre 2012 au 14 décembre 2012,

VU le rapport de Monsieur Jean Claude GUERRIER commissaire enquêteur en date du 9 janvier 2013,

VU les avis favorables de la Mairie d'Alleyrac, de la Chambre d'Agriculture et du CRPF,

VU les décisions de la commission communale d'aménagement foncier en date du 29 mai 2013,

LE DEPARTEMENT DECIDE

Article 1^{er} : Sur toutes les parcelles situées dans les périmètres définis sur les plans cadastraux annexés à cet arrêté, afin de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et d'assurer la préservation de milieux naturels ou de paysages remarquables, tous semis, plantations et replantations d'essences forestières sont réglementés ou interdits dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2 : Périmètre libre

On est libre de semer, planter ou replanter en respectant les distances de reculement prévues par le Code Civil et les dispositions prévues par le Code de l'environnement ou par toute autre réglementation existante.

Article 3 : Périmètre interdit

Dans ce périmètre tous semis, plantations ou replantations d'essences forestières, en plein, en bosquets (quelques arbres regroupés) sont interdits pendant une durée de 10 ans.

Au-delà de cette durée de 10 ans le périmètre à boisement interdit devient périmètre à boisement réglementé (sauf s'il est engagé une procédure de renouvellement de la présente réglementation).

Exceptions :

- Les plantations imposées par les prescriptions liées aux permis de construire ou les déclarations de travaux concernant les bâtiments agricoles ainsi que leurs annexes,
- Les plantations d'alignement ou de haies en feuillus (1 seule rangée d'arbres en bordure de parcelle), seront soumises à déclaration, devront utiliser des essences locales et respecter les distances de reculement imposées par le Code Civil.

Article 4 : Périmètre réglementé

Dans ce périmètre, quiconque veut procéder à des plantations, replantations ou à des semis d'essences forestières, doit en faire une déclaration avant toute plantation auprès du Conseil Général.

En périmètre réglementé les distances de recul de toute plantation par rapport à la limite des fonds voisins sont portées à:

- **7 mètres** par rapport à la limite des fonds voisins non boisés pour les résineux.
- **4 mètres** par rapport à la limite des fonds voisins non boisés pour les feuillus.

Article 5 : Culture de sapins de Noël

Les producteurs qui souhaitent procéder à des semis, plantations ou replantations de **sapins de Noël** en zone réglementée ou interdite devront adresser au Conseil Général une **déclaration annuelle préalable** de production portant sur la surface, la densité, le lieu, la date de plantation et l'essence forestière utilisée.

En périmètres Interdit et Réglementé les distances de reculement sont celles fixées par le Code Civil à savoir **7 mètres** par rapport à la limite de propriété.

Article 6 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas aux plantations et replantations d'arbres fruitiers, aux plantations et replantations forestières faites dans les parcs et jardins, aux plantations et replantations dans le foncier bâti.

Article 7 : Plantations le long des cours d'eau

Dans tout périmètre libre et réglementé, la distance de reculement est fixée à **7 mètres** par rapport à la rive de tous cours d'eau pour toutes les plantations de résineux.

Article 9 : cette délibération sera insérée au recueil des actes administratifs du Département et publiée dans un journal du département.

Les plans et la délibération seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public.



Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

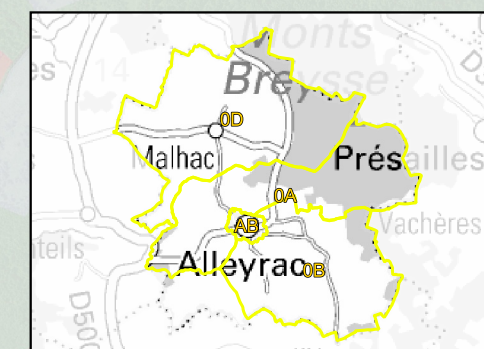
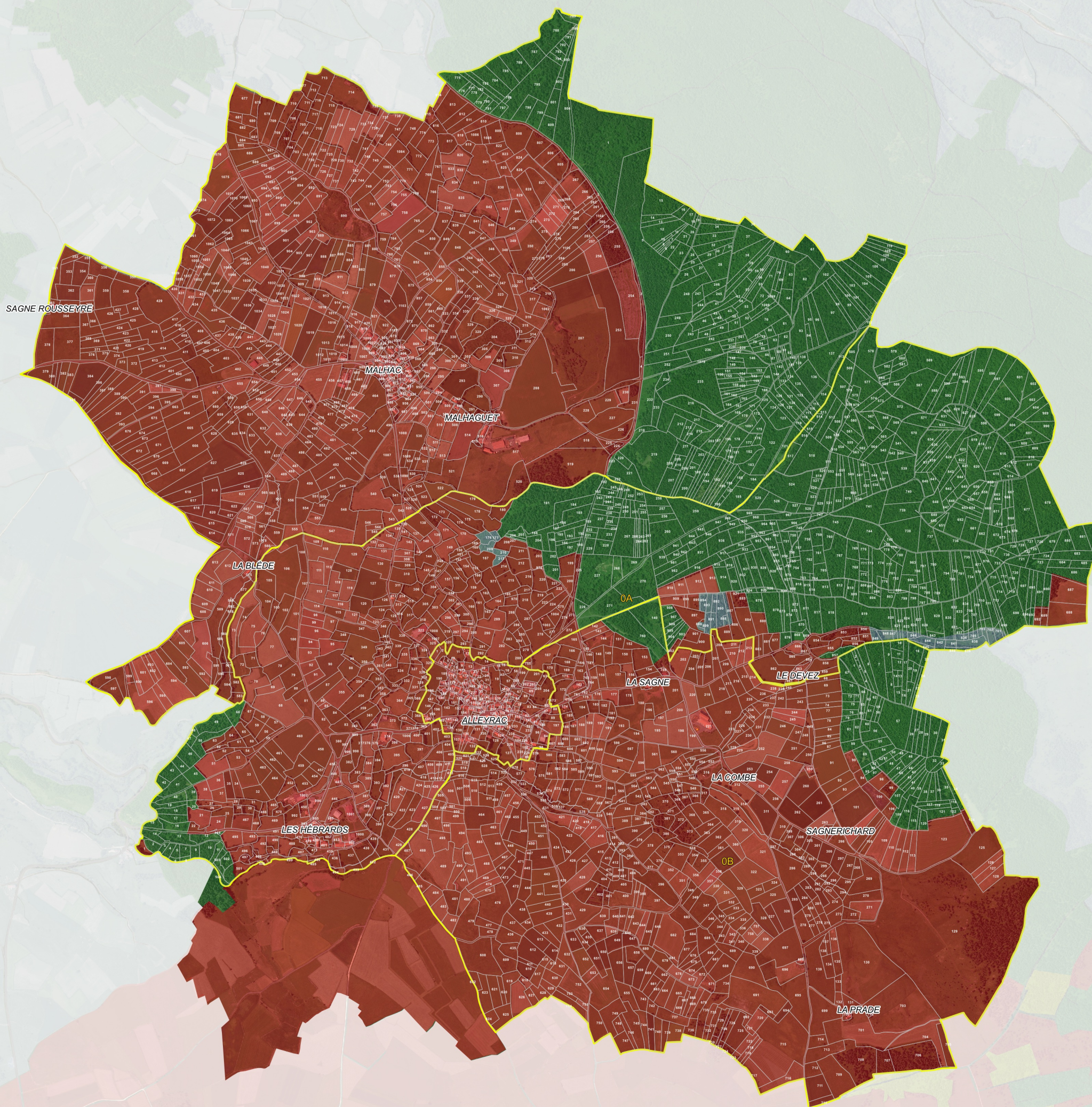
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN





Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

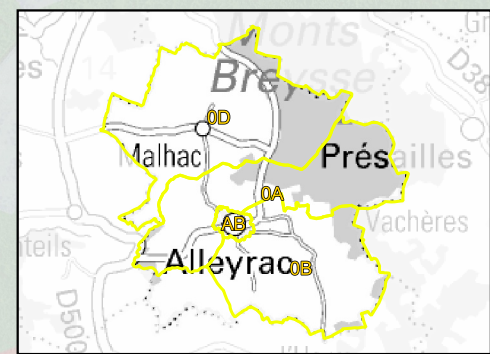
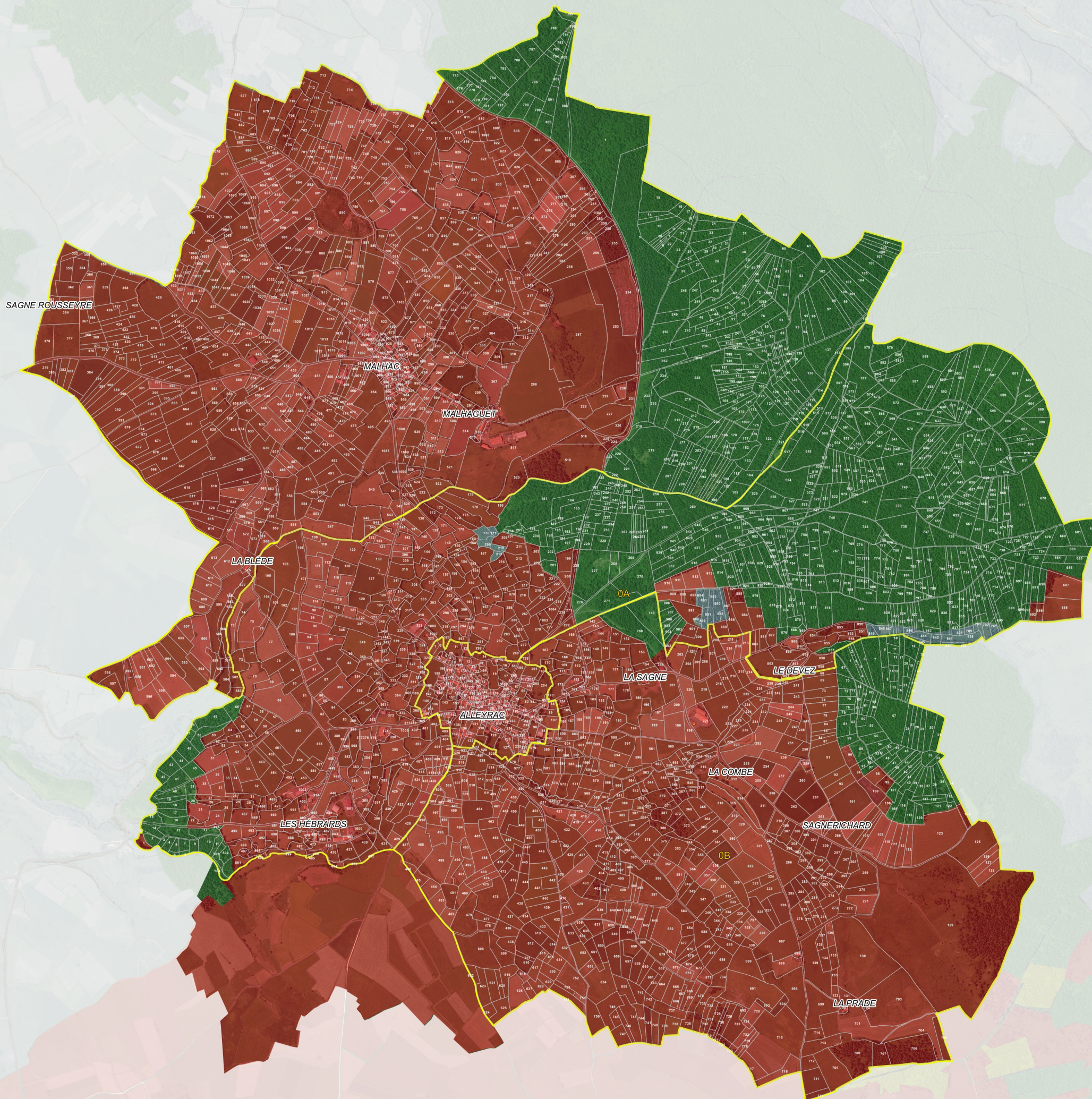
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN





PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE et de la FORET

ARRETE N° 2003/12

**PORTANT INTERDICTION ET REGLEMENTATION DES BOISEMENTS
OU REBOISEMENTS
SUR LA COMMUNE DE CHAMPCLAUSE**

**LE PREFET DE LA HAUTE LOIRE,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

- VU** l'article L121-1 du code rural relatif aux divers modes d'aménagement foncier,
- VU** les articles L126-1 à L126-8 du code rural ainsi que les articles R126-1 à R126-10-1 du code rural relatifs à l'aménagement agricole et forestier et à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières,
- VU** le Décret n°2003/237 du 12 mars 2003 relatif aux plantations d'essences forestières et modifiant certaines dispositions du Code Rural,
- VU** le Décret n°2003/285 du 24 mars 2003 relatif à la production de sapins de Noël,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2001/21 du 19 septembre 2001 édictant la réglementation des boisements sur tout le territoire de la commune de **CHAMPCLAUSE**,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2002/12 du 25 septembre 2002 portant constitution d'une Commission Communale d'Aménagement Foncier dans la commune de **CHAMPCLAUSE**,
- VU** l'avis émis par la Commission Communale dans sa séance du 8 avril 2003,
- VU** l'enquête publique ouverte du 13 février 2003 au 1^{er} mars 2003,
- VU** l'avis du commissaire enquêteur du 6 mars 2003,
- VU** l'avis émis par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier dans sa séance du 24 mars 2003,
- VU** l'avis du Conseil Général,
- SUR** proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Sur toutes les parcelles situées dans les périmètres définis sur les plans cadastraux annexés à cet arrêté, afin de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et d'assurer la préservation de milieux naturels ou de paysages remarquables, tous semis plantations et replantations d'essences forestières sont réglementés ou interdits dans les conditions précisées aux articles ci-après.

ARTICLE 2 : Dans les périmètres interdits, l'interdiction de semer ou de planter s'appliquera à toutes plantations et replantations d'essences forestières, feuillus ou résineux, en plein, en alignement ou en brise-vent Elle sera valable pour une durée de **10 ans** à compter de la date du présent arrêté.

Passé cette durée et si la Commission Communale n'a pas reconduit ces périmètres, ces derniers deviendront d'office périmètres réglementés, dans lesquels les propriétaires devront se conformer aux mêmes prescriptions que celles énumérées ci-après.

ARTICLE 3 : Dans les périmètres réglementés, tous semis, plantations et replantations d'essences forestières de résineux et de feuillus en plein, en alignement, en brise-vent devront faire l'objet d'une déclaration préalable.

La demande d'autorisation de boisement ou de reboisement indiquant la désignation cadastrale des parcelles, la nature des travaux, ainsi que les essences prévues devra être adressée au Préfet de la Haute-Loire :

- Soit par lettre recommandée avec accusé de réception
- Soit par tout procédé télématique ou informatique homologué permettant de certifier la date d'envoi.

Une décision sera notifiée au demandeur dans un délai de trois mois à compter de la réception de sa demande. En l'absence de notification de l'opposition du Préfet à l'expiration de ce délai, le demandeur pourra procéder aux semis, plantations ou replantations dans les **cinq ans** à compter de l'acceptation de sa demande.

ARTICLE 4 : En l'absence d'opposition au boisement ou reboisement, l'autorisation est accordée sous certaines conditions :

- Cas d'un boisement ou reboisement en plein : la distance de reculement est portée à **cinq mètres** par rapport à la limite des fonds voisins non boisés situés en périmètre réglementé ou interdit.
- Cas d'un boisement ou reboisement en alignement ou en brise vent : cette distance de reculement est portée à **deux mètres** :

ARTICLE 5°: Les producteurs qui souhaitent procéder à des semis, plantations ou replantations de sapins de Noël devront adresser au Préfet de la Haute-Loire une déclaration **annuelle** de production portant sur la surface, la densité, le lieu et la date de plantation.

Par ailleurs, devront être respectées les conditions suivantes :

- ◆ La densité de plantation sera comprise entre 6000 et 10000 plants/hectare.
- ◆ La hauteur des cimes ne devra pas dépasser 3 mètres.
- ◆ La durée d'occupation du sol ne devra pas excéder 10 ans.
- ◆ Les distances de plantations seront celles prévues à l'article 4 du présent arrêté.
- ◆ Les essences utilisées seront conformes à l'annexe n°1 du décret du 24 mars 2003.

ARTICLE 6 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas aux plantations d'arbres fruitiers, d'arbres d'ornement, aux plantations forestières faites dans les parcs et jardins clos de murs et attenants à l'habitation, aux plantations dans le foncier bâti.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire, le maire de **CHAMPCLAUSE**, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Lieutenant Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire et le Directeur des Services Fiscaux sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au recueil de actes administratifs.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public.

Au PUY EN VELAY, le **29 AVR 2003**

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Thierry QUEFFELEC



PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE et de la FORET

ARRETE N° 2003/12

**PORTANT INTERDICTION ET REGLEMENTATION DES BOISEMENTS
OU REBOISEMENTS
SUR LA COMMUNE DE CHAMPCLAUSE**

**LE PREFET DE LA HAUTE LOIRE,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

- VU** l'article L121-1 du code rural relatif aux divers modes d'aménagement foncier,
- VU** les articles L126-1 à L126-8 du code rural ainsi que les articles R126-1 à R126-10-1 du code rural relatifs à l'aménagement agricole et forestier et à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières,
- VU** le Décret n°2003/237 du 12 mars 2003 relatif aux plantations d'essences forestières et modifiant certaines dispositions du Code Rural,
- VU** le Décret n°2003/285 du 24 mars 2003 relatif à la production de sapins de Noël,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2001/21 du 19 septembre 2001 édictant la réglementation des boisements sur tout le territoire de la commune de **CHAMPCLAUSE**,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2002/12 du 25 septembre 2002 portant constitution d'une Commission Communale d'Aménagement Foncier dans la commune de **CHAMPCLAUSE**,
- VU** l'avis émis par la Commission Communale dans sa séance du 8 avril 2003,
- VU** l'enquête publique ouverte du 13 février 2003 au 1^{er} mars 2003,
- VU** l'avis du commissaire enquêteur du 6 mars 2003,
- VU** l'avis émis par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier dans sa séance du 24 mars 2003,
- VU** l'avis du Conseil Général,
- SUR** proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Sur toutes les parcelles situées dans les périmètres définis sur les plans cadastraux annexés à cet arrêté, afin de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et d'assurer la préservation de milieux naturels ou de paysages remarquables, tous semis plantations et replantations d'essences forestières sont réglementés ou interdits dans les conditions précisées aux articles ci-après.

ARTICLE 2 : Dans les périmètres interdits, l'interdiction de semer ou de planter s'appliquera à toutes plantations et replantations d'essences forestières, feuillus ou résineux, en plein, en alignement ou en brise-vent Elle sera valable pour une durée de **10 ans** à compter de la date du présent arrêté.

Passé cette durée et si la Commission Communale n'a pas reconduit ces périmètres, ces derniers deviendront d'office périmètres réglementés, dans lesquels les propriétaires devront se conformer aux mêmes prescriptions que celles énumérées ci-après.

ARTICLE 3 : Dans les périmètres réglementés, tous semis, plantations et replantations d'essences forestières de résineux et de feuillus en plein, en alignement, en brise-vent devront faire l'objet d'une déclaration préalable.

La demande d'autorisation de boisement ou de reboisement indiquant la désignation cadastrale des parcelles, la nature des travaux, ainsi que les essences prévues devra être adressée au Préfet de la Haute-Loire :

- Soit par lettre recommandée avec accusé de réception
- Soit par tout procédé télématique ou informatique homologué permettant de certifier la date d'envoi.

Une décision sera notifiée au demandeur dans un délai de trois mois à compter de la réception de sa demande. En l'absence de notification de l'opposition du Préfet à l'expiration de ce délai, le demandeur pourra procéder aux semis, plantations ou replantations dans les **cinq ans** à compter de l'acceptation de sa demande.

ARTICLE 4 : En l'absence d'opposition au boisement ou reboisement, l'autorisation est accordée sous certaines conditions :

- Cas d'un boisement ou reboisement en plein : la distance de reculement est portée à **cinq mètres** par rapport à la limite des fonds voisins non boisés situés en périmètre réglementé ou interdit.
- Cas d'un boisement ou reboisement en alignement ou en brise vent : cette distance de reculement est portée à **deux mètres** :

ARTICLE 5°: Les producteurs qui souhaitent procéder à des semis, plantations ou replantations de sapins de Noël devront adresser au Préfet de la Haute-Loire une déclaration **annuelle** de production portant sur la surface, la densité, le lieu et la date de plantation.

Par ailleurs, devront être respectées les conditions suivantes :

- ◆ La densité de plantation sera comprise entre 6000 et 10000 plants/hectare.
- ◆ La hauteur des cimes ne devra pas dépasser 3 mètres.
- ◆ La durée d'occupation du sol ne devra pas excéder 10 ans.
- ◆ Les distances de plantations seront celles prévues à l'article 4 du présent arrêté.
- ◆ Les essences utilisées seront conformes à l'annexe n°1 du décret du 24 mars 2003.

ARTICLE 6 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas aux plantations d'arbres fruitiers, d'arbres d'ornement, aux plantations forestières faites dans les parcs et jardins clos de murs et attenants à l'habitation, aux plantations dans le foncier bâti.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire, le maire de **CHAMPCLAUSE**, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Lieutenant Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire et le Directeur des Services Fiscaux sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au recueil de actes administratifs.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public.

Au PUY EN VELAY, le 29 AVR 2003

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Thierry QUEFFELEC



Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

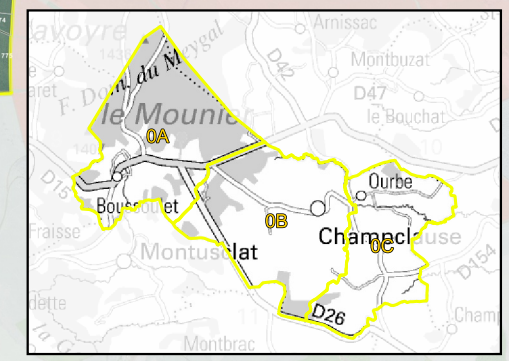
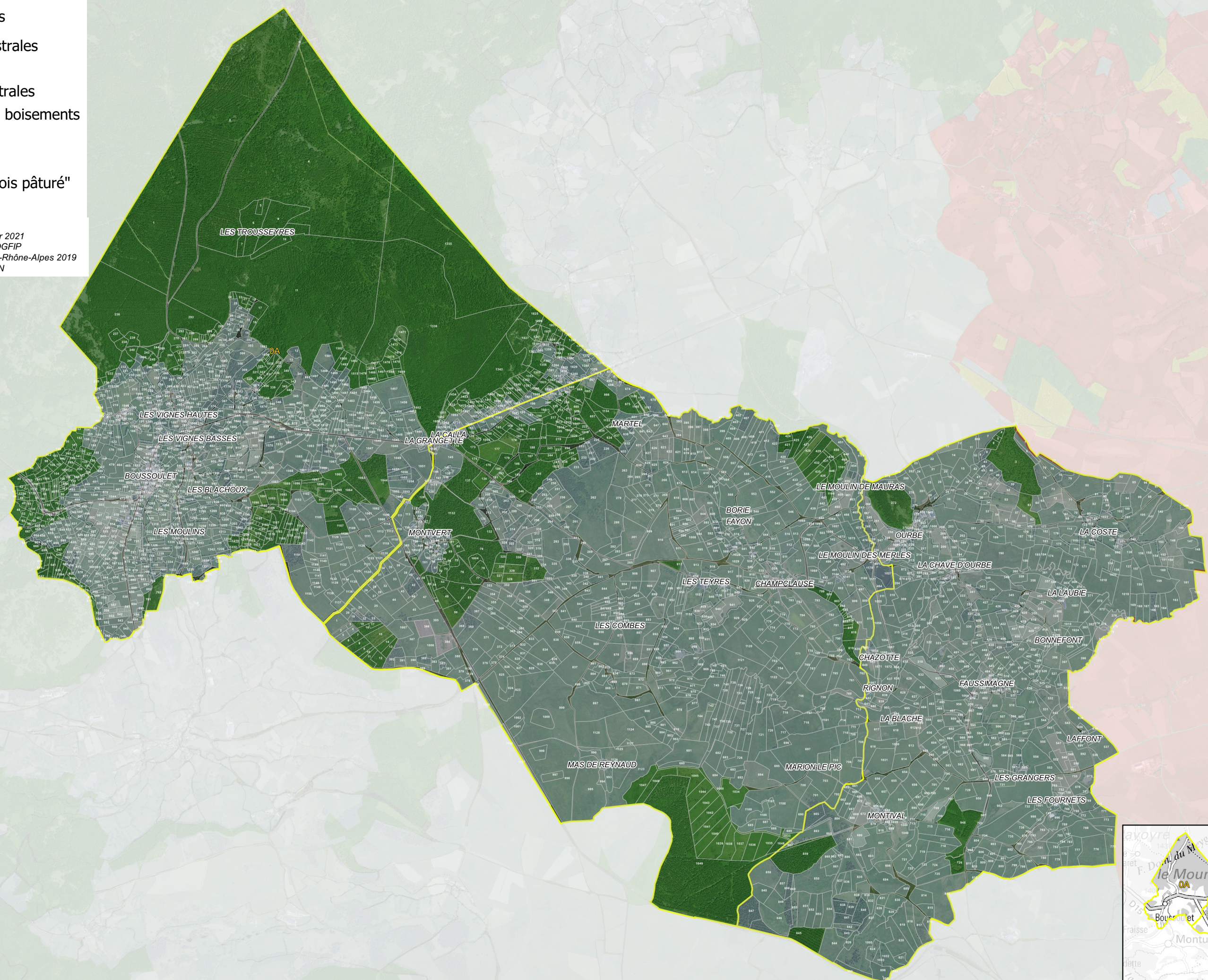
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN





Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

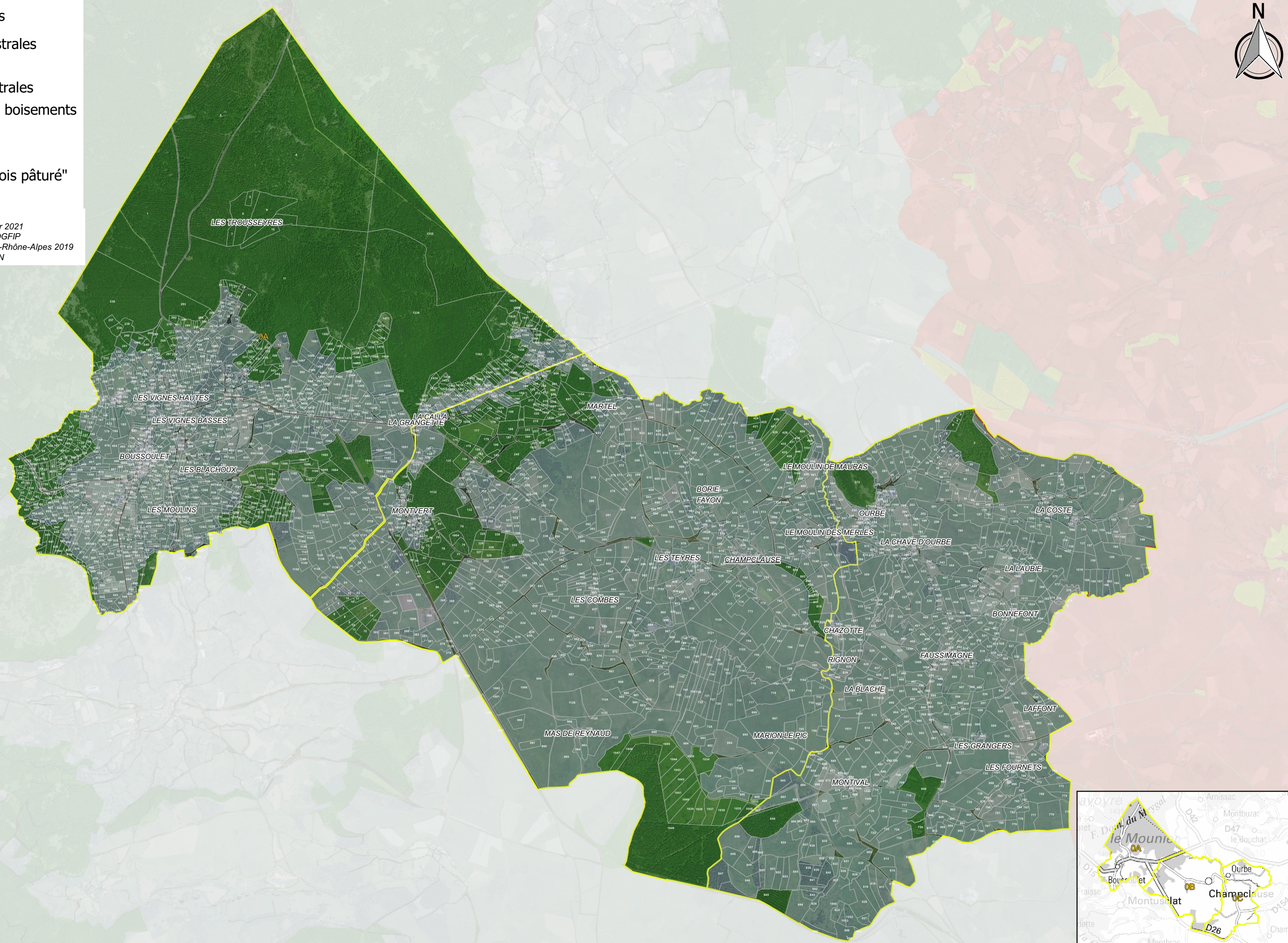
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE et de la FORET

ARRETE N° DDAF - AF/2007-162

PORTANT INTERDICTION ET REGLEMENTATION DES BOISEMENTS OU REBOISEMENTS

COMMUNE de CHAUDEYROLLES

LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE

Chevalier de l'ordre national du mérite

VU la loi n° 2005-157 du 23 Février 2005 relative au développement des Territoires Ruraux -
Articles 72 à 95,

VU l'article L121-1 du code rural relatif aux divers modes d'aménagement foncier,

VU les articles L126-1 à L126-8 du code rural ainsi que les articles R126-1 à R126-10-1 du code rural relatifs à l'aménagement agricole et forestier et à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières,

VU le Décret n°2003/285 du 24 mars 2003 relatif à la production de sapins de Noël,

VU l'arrêté préfectoral n° 2004/21 du 19 août 2004 édictant la réglementation des boisements sur tout le territoire de la commune de **CHAUDEYROLLES**,

VU l'arrêté préfectoral n° DDAF-AF/2006-120 du 26 avril 2006 portant constitution d'une commission communale d'Aménagement Foncier dans la commune de **CHAUDEYROLLES**,

VU l'avis émis par la Commission Communale d'Aménagement Foncier à la séance du 28 novembre 2006,

VU l'enquête publique ouverte du 13 mars 2007 au 31 mars 2007,

VU l'avis du commissaire enquêteur du 2 avril 2007,

VU l'avis du Conseil Général,

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

ARRETE

ARTICLE 1er : Sur toutes les parcelles situées dans les périmètres définis sur les plans cadastraux annexés à cet arrêté, afin de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et d'assurer la préservation de milieux naturels ou de paysages remarquables, tous semis, plantations et replantations d'essences forestières sont réglementés ou interdits dans les conditions précisées aux articles ci-après.

ARTICLE 2 : Dans les périmètres interdits, l'interdiction de semer, de planter ou de replanter s'appliquera à toutes plantations et replantations d'essence forestières feuillus ou résineux. Cette interdiction sera valable pour une durée de **10 ans** à compter de la date du présent arrêté. Sont exceptées de ces dispositions les plantations d'arbres isolés, de bosquets (5 arbres au plus) d'alignement (1 seule rangée d'arbres le long d'une parcelle) qui restent toutefois soumises à autorisation délivrée dans les conditions fixées à l'article 3 ci-dessous. Le bénéficiaire de l'autorisation sera tenu de respecter les conditions qui y sont spécifiées (recul, choix des essences.....).

Passé cette durée et si la Commission Communale n'a pas reconduit ces périmètres, ces derniers deviendront d'office périmètres réglementés, dans lesquels les propriétaires devront se conformer aux mêmes prescriptions que celles énumérées ci-après :

ARTICLE 3 : Dans les périmètres réglementés, tous semis, plantations et replantations d'essences forestières feuillus et résineux, en totalité ou partie, les plantations et replantations d'arbres isolés, d'alignement (1 seule rangée d'arbres le long d'une parcelle) et de bosquets (5 arbres au plus) devront faire l'objet d'une déclaration préalable et seront soumises à autorisation du Conseil Général. La demande d'autorisation de reboisement devient obligatoire par le propriétaire pour toutes parcelles boisées situées en périmètre réglementé ayant fait l'objet d'une coupe rase.

Dans le cas particulier des replantations, après coupe rase, la demande est obligatoire pour les parcelles boisées isolées et pour celles attenantes à un massif forestier. Pour ces dernières, l'opposition au reboisement ne pourra pas concerner une superficie supérieure à 3 Ha.

Toute demande d'autorisation de boisement ou de reboisement devra tenir compte des recommandations du Document d'Objectifs (DOCOB) pour les parcelles situées en zone NATURA 2000 et des orientations de gestion pour les parcelles situées sur le site classé du Mézenc.

La demande d'autorisation de boisement et de reboisement indiquant la désignation cadastrale des parcelles, la nature des travaux ainsi que les essences prévues devra être adressée au Président du Conseil Général.

- Soit par lettre recommandée avec accusé de réception,
- Soit par tout procédé télématique ou informatique homologué permettant de certifier la date d'envoi.

Une décision sera notifiée au demandeur dans un délai de trois mois à compter de la réception de sa demande. En l'absence de notification de l'opposition du Président du Conseil Général à l'expiration de ce délai, le demandeur pourra procéder aux semis, plantations ou replantations dans les cinq ans à compter de l'acceptation de sa demande.

ARTICLE 4 : En l'absence d'opposition au boisement ou reboisement, l'autorisation est accordée sous réserve du respect d'une distance de reculement d'au moins **six mètres** en fonction de l'exposition ou de la nature du terrain par rapport à la limite des fonds voisins non boisés situés en périmètre réglementé ou interdit.

Toute plantation forestière devra respecter les dispositions de l'arrêté municipal du 9 janvier 2007 fixant la distance de reculement par rapport aux chemins ruraux et aux voies communales.

ARTICLE 5 : Les producteurs qui souhaitent procéder à des semis, plantations ou replantations de sapins de Noël en zone réglementée ou interdite devront adresser au Conseil Général une **déclaration annuelle préalable** de production portant sur la surface, la densité, le lieu, la date de plantation et l'essence utilisée.

ARTICLE 6 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas aux plantations et replantations d'arbres fruitiers, aux plantations et replantations forestières faites dans les parcs et jardins clos de murs et attenants à l'habitation, aux plantations et replantations dans le foncier bâti.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire, le maire de CHAUDEYROLLES, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Lieutenant Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire et le Directeur des Services Fiscaux sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat et publié dans un journal du Département.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public.

Au PUY EN VELAY, le 12 juin 2007

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général



Philippe JAUMOUILLÉ



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE et de la FORET

ARRETE N° DDAF - AF/2007-162

PORTANT INTERDICTION ET REGLEMENTATION DES BOISEMENTS OU REBOISEMENTS

COMMUNE de CHAUDEYROLLES

LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU la loi n° 2005-157 du 23 Février 2005 relative au développement des Territoires Ruraux -
Articles 72 à 95,

VU l'article L121-1 du code rural relatif aux divers modes d'aménagement foncier,

VU les articles L126-1 à L126-8 du code rural ainsi que les articles R126-1 à R126-10-1 du code rural relatifs à l'aménagement agricole et forestier et à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières,

VU le Décret n°2003/285 du 24 mars 2003 relatif à la production de sapins de Noël,

VU l'arrêté préfectoral n° 2004/21 du 19 août 2004 édictant la réglementation des boisements sur tout le territoire de la commune de **CHAUDEYROLLES**,

VU l'arrêté préfectoral n° DDAF-AF/2006-120 du 26 avril 2006 portant constitution d'une commission communale d'Aménagement Foncier dans la commune de **CHAUDEYROLLES**,

VU l'avis émis par la Commission Communale d'Aménagement Foncier à la séance du 28 novembre 2006,

VU l'enquête publique ouverte du 13 mars 2007 au 31 mars 2007,

VU l'avis du commissaire enquêteur du 2 avril 2007,

VU l'avis du Conseil Général,

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

ARRETE

ARTICLE 1er : Sur toutes les parcelles situées dans les périmètres définis sur les plans cadastraux annexés à cet arrêté, afin de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et d'assurer la préservation de milieux naturels ou de paysages remarquables, tous semis, plantations et replantations d'essences forestières sont réglementés ou interdits dans les conditions précisées aux articles ci-après.

ARTICLE 2 : Dans les périmètres interdits, l'interdiction de semer, de planter ou de replanter s'appliquera à toutes plantations et replantations d'essence forestières feuillus ou résineux. Cette interdiction sera valable pour une durée de **10 ans** à compter de la date du présent arrêté. Sont exceptées de ces dispositions les plantations d'arbres isolés, de bosquets (5 arbres au plus) d'alignement (1 seule rangée d'arbres le long d'une parcelle) qui restent toutefois soumises à autorisation délivrée dans les conditions fixées à l'article 3 ci-dessous. Le bénéficiaire de l'autorisation sera tenu de respecter les conditions qui y sont spécifiées (recul, choix des essences.....).

Passé cette durée et si la Commission Communale n'a pas reconduit ces périmètres, ces derniers deviendront d'office périmètres réglementés, dans lesquels les propriétaires devront se conformer aux mêmes prescriptions que celles énumérées ci-après :

ARTICLE 3 : Dans les périmètres réglementés, tous semis, plantations et replantations d'essences forestières feuillus et résineux, en totalité ou partie, les plantations et replantations d'arbres isolés, d'alignement (1 seule rangée d'arbres le long d'une parcelle) et de bosquets (5 arbres au plus) devront faire l'objet d'une déclaration préalable et seront soumises à autorisation du Conseil Général. La demande d'autorisation de reboisement devient obligatoire par le propriétaire pour toutes parcelles boisées situées en périmètre réglementé ayant fait l'objet d'une coupe rase.

Dans le cas particulier des replantations, après coupe rase, la demande est obligatoire pour les parcelles boisées isolées et pour celles attenantes à un massif forestier. Pour ces dernières, l'opposition au reboisement ne pourra pas concerner une superficie supérieure à 3 Ha.

Toute demande d'autorisation de boisement ou de reboisement devra tenir compte des recommandations du Document d'Objectifs (DOCOB) pour les parcelles situées en zone NATURA 2000 et des orientations de gestion pour les parcelles situées sur le site classé du Mézenc.

La demande d'autorisation de boisement et de reboisement indiquant la désignation cadastrale des parcelles, la nature des travaux ainsi que les essences prévues devra être adressée au Président du Conseil Général.

- Soit par lettre recommandée avec accusé de réception,
- Soit par tout procédé télématique ou informatique homologué permettant de certifier la date d'envoi.

Une décision sera notifiée au demandeur dans un délai de trois mois à compter de la réception de sa demande. En l'absence de notification de l'opposition du Président du Conseil Général à l'expiration de ce délai, le demandeur pourra procéder aux semis, plantations ou replantations dans les cinq ans à compter de l'acceptation de sa demande.

ARTICLE 4 : En l'absence d'opposition au boisement ou reboisement, l'autorisation est accordée sous réserve du respect d'une distance de reculement d'au moins **six mètres** en fonction de l'exposition ou de la nature du terrain par rapport à la limite des fonds voisins non boisés situés en périmètre réglementé ou interdit.

Toute plantation forestière devra respecter les dispositions de l'arrêté municipal du 9 janvier 2007 fixant la distance de reculement par rapport aux chemins ruraux et aux voies communales.

ARTICLE 5 : Les producteurs qui souhaitent procéder à des semis, plantations ou replantations de sapins de Noël en zone réglementée ou interdite devront adresser au Conseil Général une **déclaration annuelle préalable** de production portant sur la surface, la densité, le lieu, la date de plantation et l'essence utilisée.

ARTICLE 6 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas aux plantations et replantations d'arbres fruitiers, aux plantations et replantations forestières faites dans les parcs et jardins clos de murs et attenants à l'habitation, aux plantations et replantations dans le foncier bâti.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire, le maire de CHAUDEYROLLES, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Lieutenant Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire et le Directeur des Services Fiscaux sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat et publié dans un journal du Département.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public.

Au PUY EN VELAY, le 12 juin 2007

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général



Philippe JAUMOUILLÉ



Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

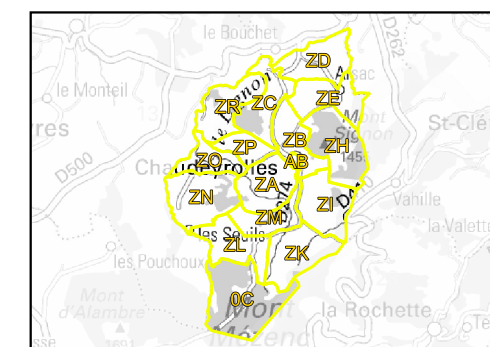
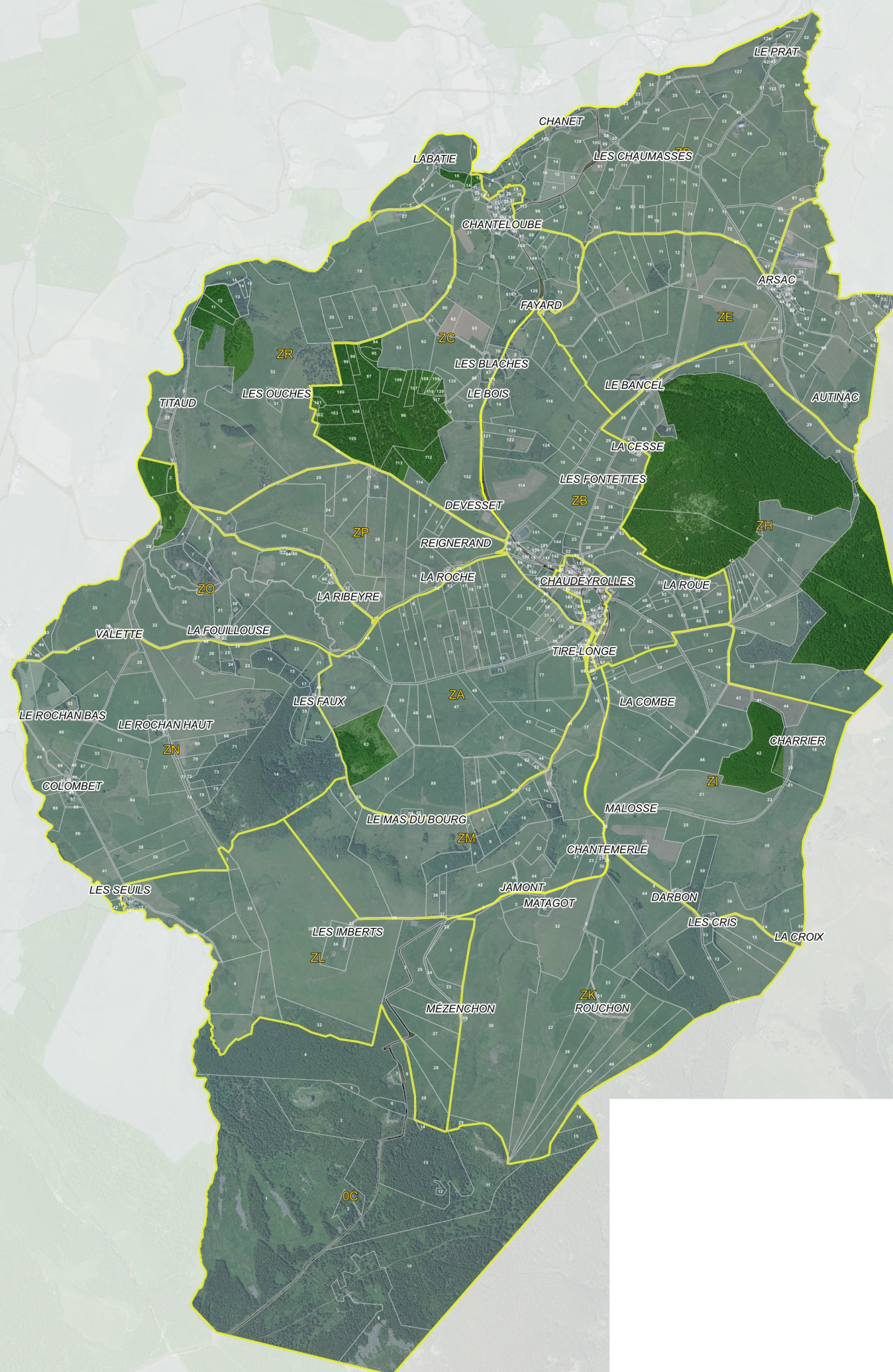
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN





Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

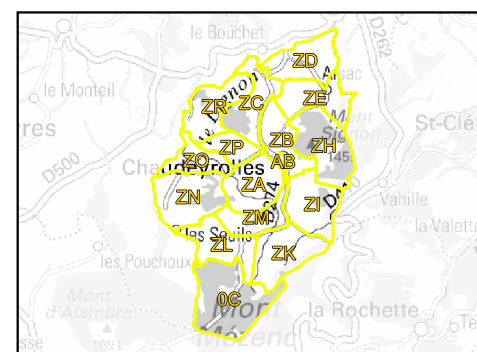
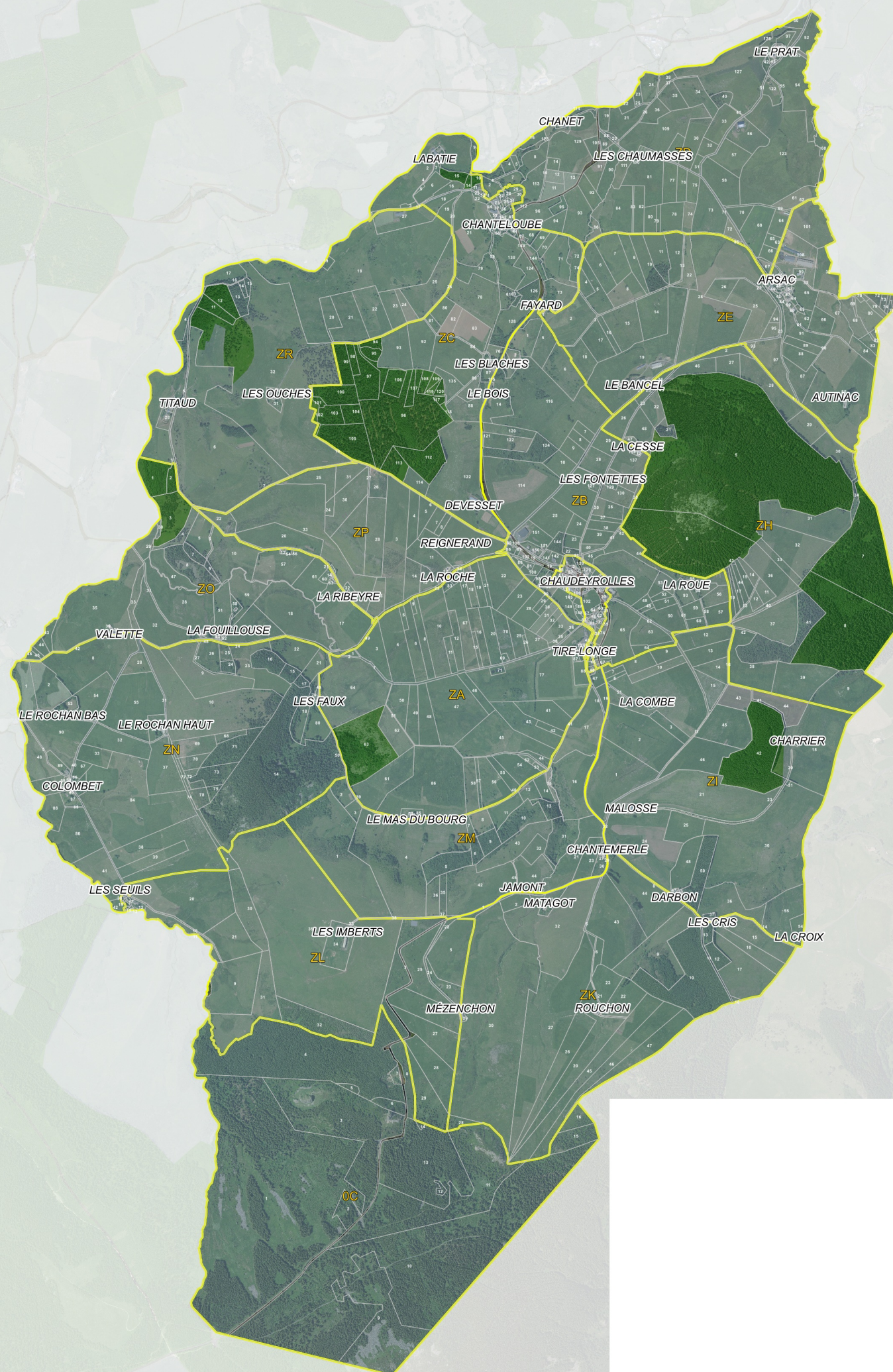
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN



20 mai 1992

PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

ARRETE N° 92/266 B
portant réglementation des boisements sur la commune de FAY/LIGNON

Le Préfet de la HAUTE-LOIRE,

VU l'article 52.1) du Code rural relatif à la réglementation des semis et plantations d'essences forestières,

VU les décrets n 86.1415 et 86.1420 du 31 décembre 1986 pris pour l'application des articles 52.1 (1) et le décret 90.357 du 17 avril 1990.

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1990 portant constitution d'une commission communale d'aménagement foncier de FAY/LIGNON.

VU les avis définitifs émis par la Commission communale dans ses séances du 17 juin 1991 et 25 novembre 1991.

VU l'enquête publique,

VU l'avis favorable du Commissaire enquêteur du 8 octobre 1991.

VU l'avis émis par la Commission départementale d'aménagement foncier en sa séance du 27 février 1992.

VU l'avis du Conseil Général,

SUR proposition du Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

A R R E T E :

Article 1er : Sur les parcelles situées dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole, définies sur les plans de la commune de FAY/LIGNON, annexés à mon arrêté, tous semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles, ci-après :

.../...

Article 2 : Dans les zones réglementées, tous semis et plantations d'essences forestières de résineux et de feuillus ainsi que les plantations destinées à la production d'arbres de Noël, doivent faire l'objet d'une déclaration préalable. Les propriétaires devront adresser par lettre recommandée, au Préfet de la Haute-Loire, une demande d'autorisation de boisement indiquant la désignation cadastrale des parcelles et la nature du boisement.

Toutes plantations forestières de brise-vents réalisées par le G.V.A. de FAY/LIGNON dans l'intérêt général échappent à la réglementation des boisements édictée.

Les décisions devront être notifiées à l'intéressé dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande.

Article 3 : En l'absence d'opposition au boisement, l'autorisation est accordée sous certaines conditions :

- cas d'un boisement en plein, la distance de reculement est portée à quatre mètres par rapport à la limite des fonds voisins non boisés et à quatre mètres des berges lorsqu'un ruisseau borde la plantation.
- cas d'une plantation d'arbres de Noël, le propriétaire devra respecter les règles de culture à savoir :
 - la hauteur des cimes ne devra pas dépasser trois mètres.
 - la durée d'occupation du sol ne devra pas excéder dix ans.

Article 4 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code civil, les articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux plantations d'arbres fruitiers, d'arbres d'ornement, aux plantations d'alignement aux plantations forestières faites dans les parcs et jardins clos de murs et attenants à l'habitation, aux haies vives.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Haute-Loire, le Maire de FAY/LIGNON, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le lieutenant colonel, commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire, le Directeur Départemental des Services Fiscaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au recueil des actes administratifs.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du Public.

Pour ampliation,

LE PUY-en-VELAY, le 26 mai 1992

Le DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL de
l'AGRICULTURE et de la FORÊT,

J.P. DUBOST

Au PUY-EN-VELAY, le 19 MAI 1992

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Haute-Loire

Bernard SCHMELTZ

20 mai 1992

PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

ARRETE N° 92/266 B
portant réglementation des boisements sur la commune de FAY/LIGNON

Le Préfet de la HAUTE-LOIRE,

VU l'article 52.1) du Code rural relatif à la réglementation des semis et plantations d'essences forestières,

VU les décrets n 86.1415 et 86.1420 du 31 décembre 1986 pris pour l'application des articles 52.1 (1) et le décret 90.357 du 17 avril 1990.

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1990 portant constitution d'une commission communale d'aménagement foncier de FAY/LIGNON.

VU les avis définitifs émis par la Commission communale dans ses séances du 17 juin 1991 et 25 novembre 1991.

VU l'enquête publique,

VU l'avis favorable du Commissaire enquêteur du 8 octobre 1991.

VU l'avis émis par la Commission départementale d'aménagement foncier en sa séance du 27 février 1992.

VU l'avis du Conseil Général,

SUR proposition du Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

A R R E T E . :

Article 1er : Sur les parcelles situées dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole, définies sur les plans de la commune de FAY/LIGNON, annexés à mon arrêté, tous semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles, ci-après :

.../...

Article 2 : Dans les zones réglementées, tous semis et plantations d'essences forestières de résineux et de feuillus ainsi que les plantations destinées à la production d'arbres de Noël, doivent faire l'objet d'une déclaration préalable. Les propriétaires devront adresser par lettre recommandée, au Préfet de la Haute-Loire, une demande d'autorisation de boisement indiquant la désignation cadastrale des parcelles et la nature du boisement.

Toutes plantations forestières de brise-vents réalisées par le G.V.A. de FAY/LIGNON dans l'intérêt général échappent à la réglementation des boisements édictée.

Les décisions devront être notifiées à l'intéressé dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande.

Article 3 : En l'absence d'opposition au boisement, l'autorisation est accordée sous certaines conditions :

- cas d'un boisement en plein, la distance de reculement est portée à quatre mètres par rapport à la limite des fonds voisins non boisés et à quatre mètres des berges lorsqu'un ruisseau borde la plantation.

- cas d'une plantation d'arbres de Noël, le propriétaire devra respecter les règles de culture à savoir :

- la hauteur des cimes ne devra pas dépasser trois mètres.
- la durée d'occupation du sol ne devra pas excéder dix ans.

Article 4 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code civil, les articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux plantations d'arbres fruitiers, d'arbres d'ornement, aux plantations d'alignement aux plantations forestières faites dans les parcs et jardins clos de murs et attenants à l'habitation, aux haies vives.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Haute-Loire, le Maire de FAY/LIGNON, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le lieutenant colonel, commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire, le Directeur Départemental des Services Fiscaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au recueil des actes administratifs.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du Public.

Pour ampliation,

LE PUY-en-VELAY, le 26 mai 1992

Le DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL de
l'AGRICULTURE et de la FORÊT,

J.P. DUBOST

Au PUY-EN-VELAY, le 19 MAI 1992

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général

de la Préfecture de la Haute-Loire

Bernard SCHMELTZ



Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

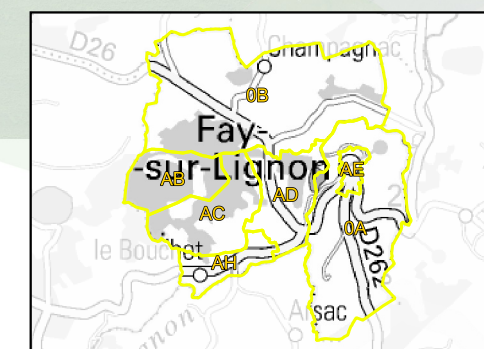
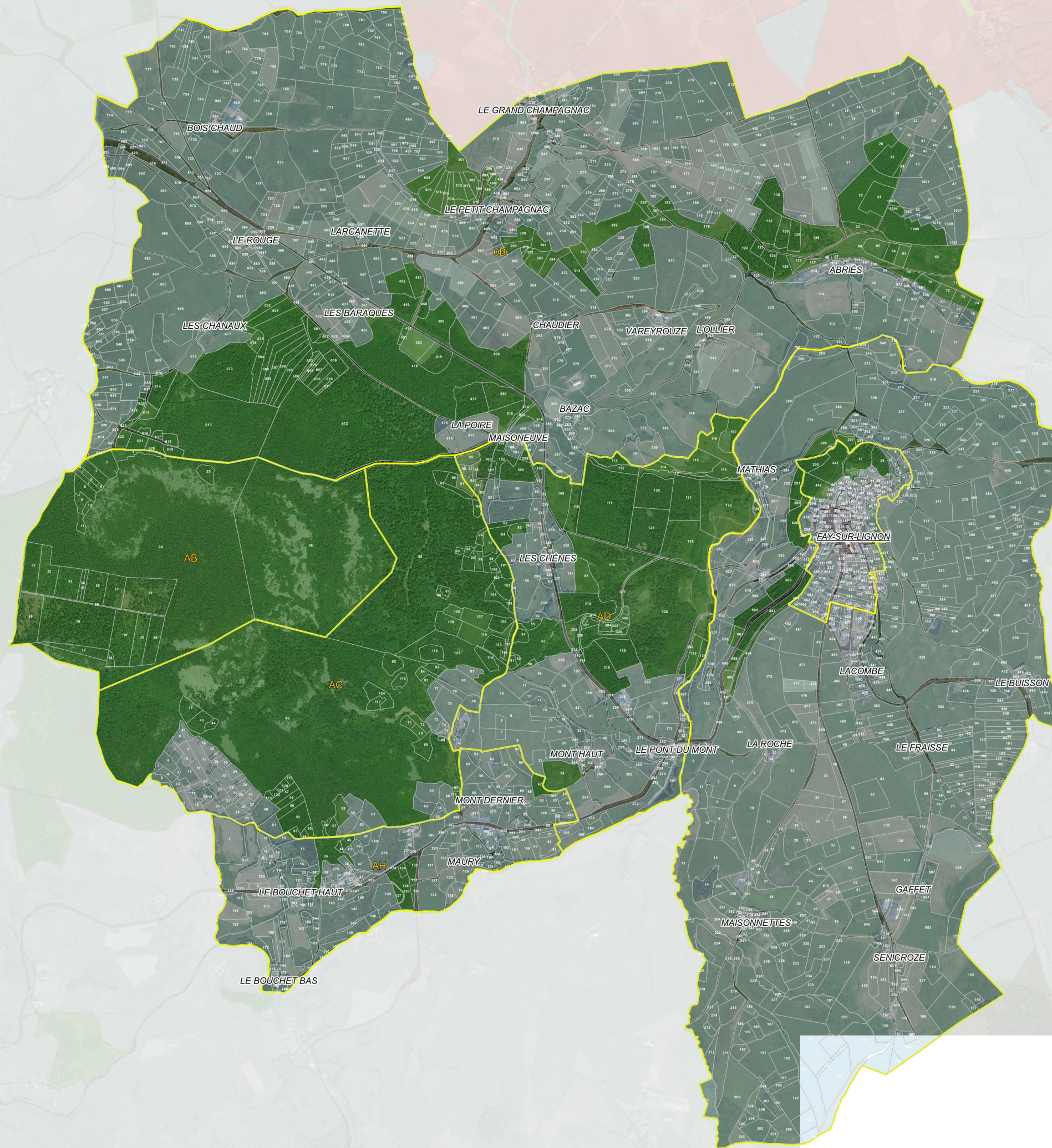
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDOPO-IGN





Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

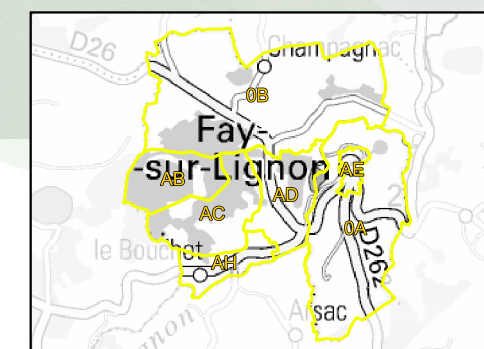
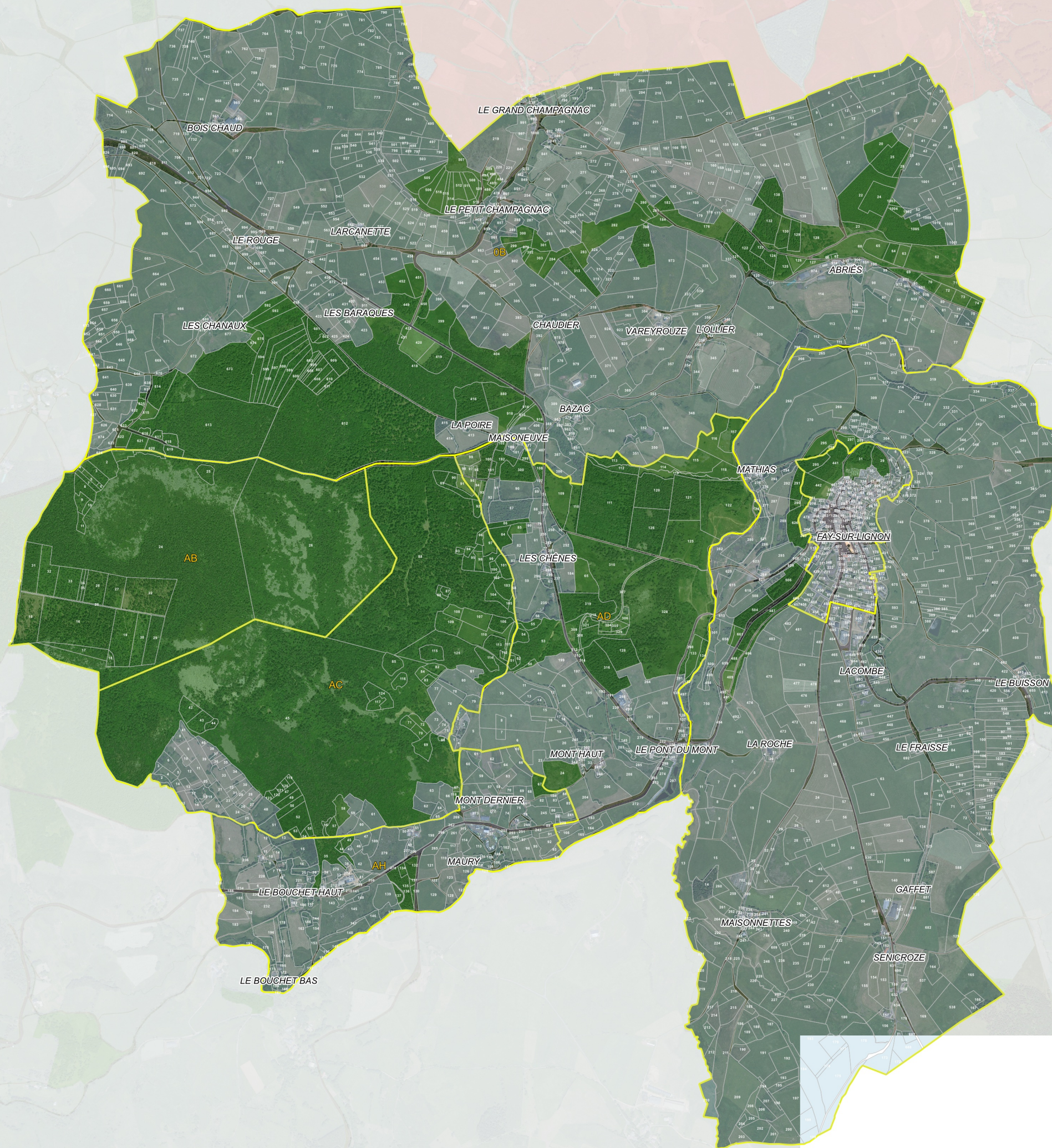
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDOPO-IGN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

SERVICE DU GENIE RURAL DES EAUX ET DES FORETS
Direction Départementale de l'Agriculture

BOISEMENTS

COMMUNE de FREYCENET-LACUCHE

ooooo

A.F. 75 - N° 29

REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

A R R E T E

Le Préfet de la Haute-Loire,
Officier de la Légion d'Honneur,

VU l'article 52-1 nouveau du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;

VU les décrets n° 61-602 et n° 61-603 du 13 juin 1961 ;

VU le décret du 26 novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire, définies par arrêté préfectoral ;

VU le décret n° 73-613 du 5 juillet 1973 ;

VU l'enquête effectuée dans la Commune de FREYCENET-LACUCHE ;

VU les avis émis par la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement, dans ses séances des 16 mai 1974 et 3 octobre 1974 ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement, dans sa séance du 17 février 1975 ;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 25 février 1975 ;

VU l'avis du Syndicat des propriétaires forestiers en date du 4 mars 1975,

VU les plans et l'état des parcelles annexés au dossier ;

VU le rapport de Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, en date du 14 mars 1975 ;

A R R E T E :

Article 1er. - Sur les parcelles figurant sur l'état annexé au présent arrêté et dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune de FREYCENET-LACUCHE, les semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2. - Tous semis et plantations d'essences forestières ainsi que les plantations en alignement doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet des demandes en question devront être notifiées aux intéressés dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la déclaration.

Article 3. - L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

- la distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de 5 mètres le long des limites qui ne confineront pas un bois existant.

Article 4. - Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'arbres isolés.

.../...

Article 5.- Monsieur le Secrétaire Général de la Haute-Loire,
Monsieur le Maire de FREYCENET-LACUCHE,
Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts,
Directeur Départemental de l'Agriculture,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie,
Monsieur le Directeur des Contributions Directes (Service du Cadastre),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera en outre affiché à la mairie de FREYCENET-LACUCHE par les soins du Maire en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Au PUY, le 25 MARS 1975

LE PREFET,

Signé : R. MARCHAND

Pour ampliation

Pour le Préfet et par délégation

Au PUY, le 14 avril 1975

L'INGENIEUR EN CHEF DU GENIE RURAL
DES EAUX ET DES FORETS,

Directeur Départemental de l'Agriculture,


R. MARTY

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

SERVICE DU GENIE RURAL DES EAUX ET DES FORETS
Direction Départementale de l'Agriculture

BOISEMENTS

COMMUNE de FREYCENET-LACUCHE

ooooo

A.F. 75 - N° 29

REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

A R R E T E

Le Préfet de la Haute-Loire,
Officier de la Légion d'Honneur,

VU l'article 52-1 nouveau du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;

VU les décrets n° 61-602 et n° 61-603 du 13 juin 1961 ;

VU le décret du 26 novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire, définies par arrêté préfectoral ;

VU le décret n° 73-613 du 5 juillet 1973 ;

VU l'enquête effectuée dans la Commune de FREYCENET-LACUCHE ;

VU les avis émis par la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement, dans ses séances des 16 mai 1974 et 3 octobre 1974 ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement, dans sa séance du 17 février 1975 ;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 25 février 1975 ;

VU l'avis du Syndicat des propriétaires forestiers en date du 4 mars 1975,

VU les plans et l'état des parcelles annexés au dossier ;

VU le rapport de Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, en date du 14 mars 1975 ;

A R R E T E :

Article 1er.- Sur les parcelles figurant sur l'état annexé au présent arrêté et dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune de FREYCENET-LACUCHE, les semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2.- Tous semis et plantations d'essences forestières ainsi que les plantations en alignement doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet des demandes en question devront être notifiées aux intéressés dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la déclaration.

Article 3.- L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

- la distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de 5 mètres le long des limites qui ne confineront pas un bois existant.

Article 4.- Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'arbres isolés.

Article 5.- Monsieur le Secrétaire Général de la Haute-Loire,
Monsieur le Maire de FREYCENET-LACUCHE,
Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts,
Directeur Départemental de l'Agriculture,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie,
Monsieur le Directeur des Contributions Directes (Service du Cadastre),
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera dé-
posé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera en outre affiché à la mairie de FREYCENET-LACUCHE
par les soins du Maire en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la
disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental
du Cadastre.

Au PUY, le 25 MARS 1975

LE PREFET,

Signé : R. MARCHAND

Pour ampliation

Pour le Préfet et par délégation

Au PUY, le 14 avril 1975

L'INGENIEUR EN CHEF DU GENIE RURAL
DES EAUX ET DES FORETS,

Directeur Départemental de l'Agriculture,


R. MARTY



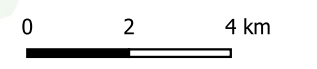
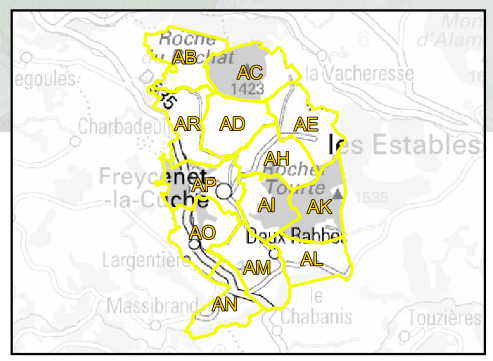
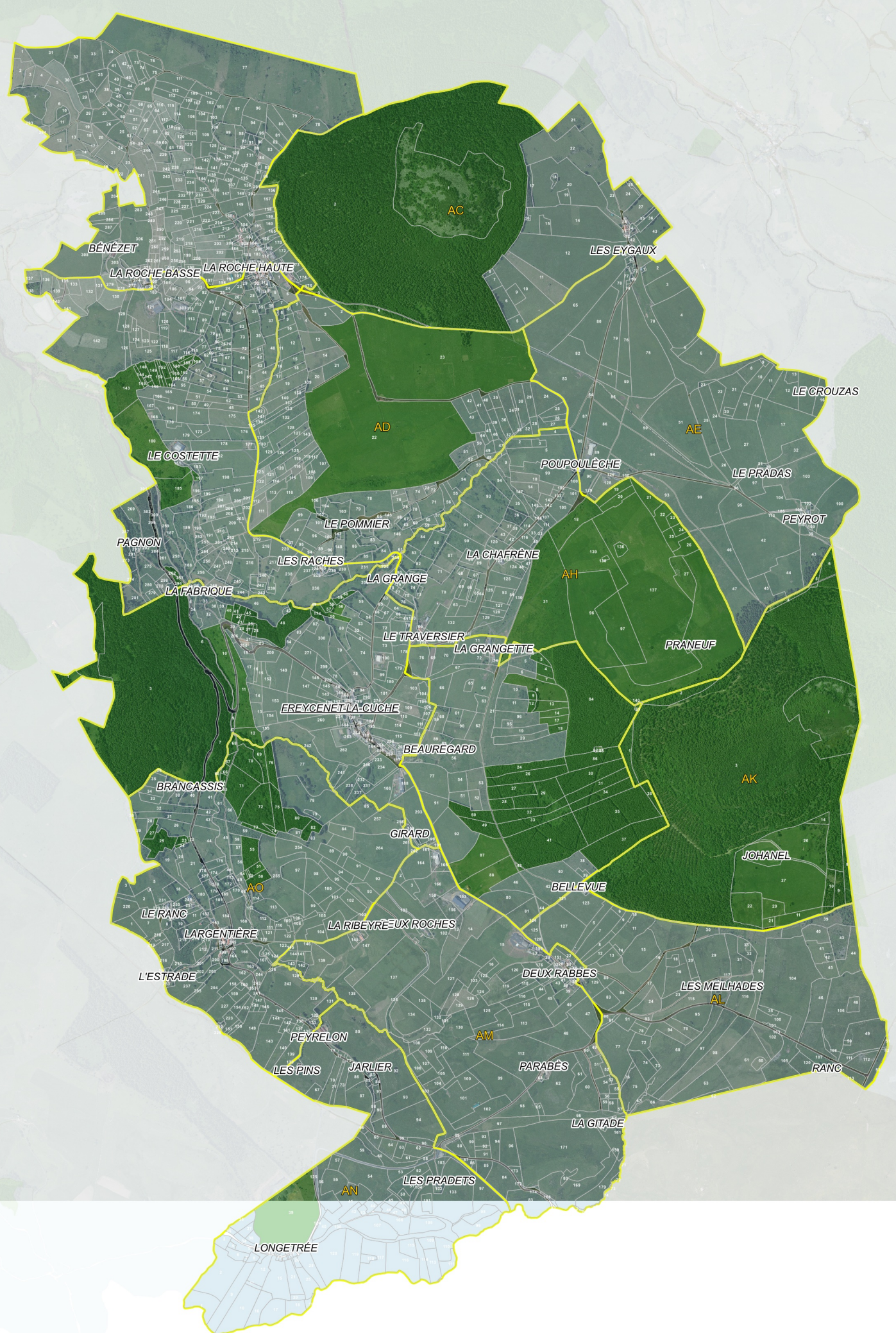
Données cadastrales

- Parcelles cadastrales
- Sections
- Sections cadastrales

Réglementation des boisements

- Libre
- Réglementé
- Réglementé "bois pâturé"
- Interdit

Sources :
- Dépt 43 - Janvier 2021
PCI-VECTEUR-DGFIP
CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019
BDTOPO-IGN





Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

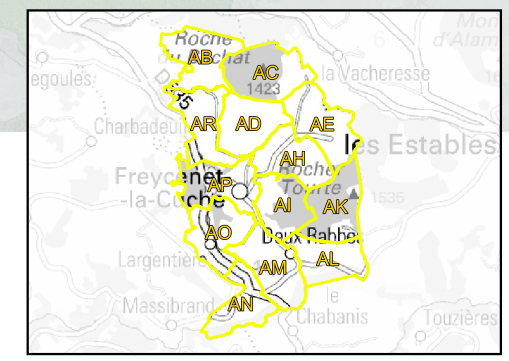
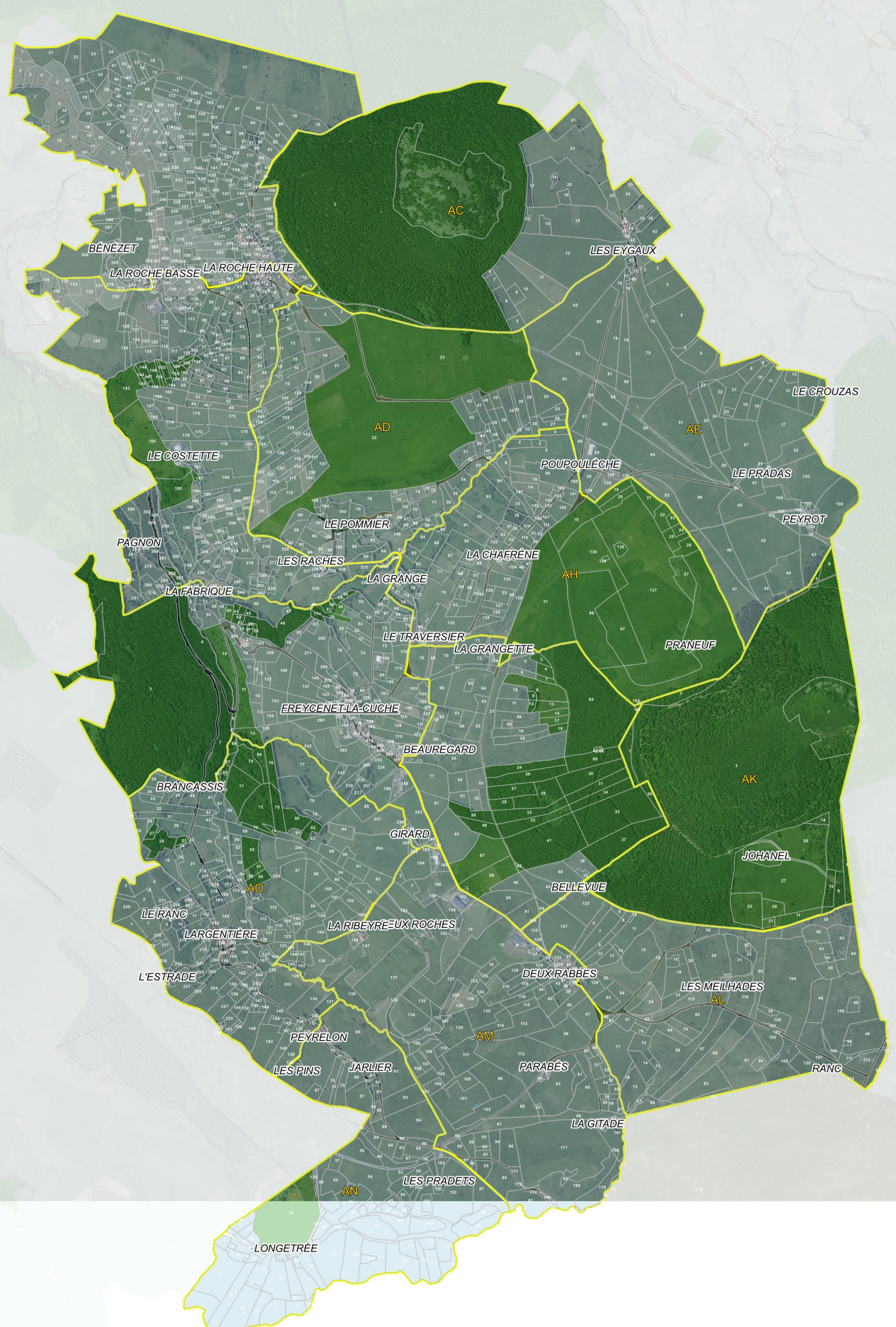
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDOPO-IGN



P R E F E C T U R E D E L A H A U T E - L O I R E

D I R E C T I O N D E P A R T E M E N T A L E D E L ' A G R I C U L T U R E

A R R Ê T É N ° D . D . A . 8 1 / 1 3 1 / B

portant réglementation des boisements dans la Commune de FREYCENET-LATOURE

LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- WU l'article 52.1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;
- WU les décrets n° 61.602 et n° 61.603 du 13 Juin 1961 modifiés ;
- WU le décret du 26 Novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire, définies par arrêté préfectoral ;
- WU la circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 9 Juillet 1973 ;
- WU la Loi n° 71.384 du 22 Mai 1971 et son décret d'application n° 73.613 du 5 Juillet 1973 ;
- WU le décret n° 79.905 du 18 Octobre 1979 relatif à la culture d'arbres de Noël ;
- WU l'arrêté préfectoral du 13 Décembre 1977 portant constitution de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement de FREYCENET-LATOURE ;
- WU l'enquête publique effectuée dans la Commune de FREYCENET-LATOURE ;
- WU les propositions de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans ses séances du 12 Novembre 1979 et du 28 Avril 1980 ;
- WU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans sa séance du 21 Janvier 1981 ;
- WU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 2 Avril 1981 ;
- WU l'avis du Syndicat des propriétaires Forestiers en date du 12 Mars 1981 ;
- WU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière en date du 27 Février 1981 ;
- WU les plans cadastraux annexés au dossier ;
- WU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 8 Avril 1981 ;

A R R Ê T É :

Article 1er : Sur les parcelles situées dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune de FREYCENET-LATOURE, les semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2 : Tous semis et plantations d'essences forestières doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet des demandes en question devront être notifiées aux intéressés dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande.

Article 3 : L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

- La distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de :

- 4 mètres par rapport à la limite des fonds qui ne confixeront pas un bois existant,
- 2 mètres par rapport à l'emprise des chemins ruraux.

Article 4 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'arbres isolés, d'arbres fruitiers dans les parcs et jardins clos et attenants à une habitation ainsi qu'aux plantations d'alignement.

Article 5 : Toute culture d'arbres de Noël devra faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Haute-Loire,
Le Maire de FREYCENET-LATOIR,
L'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture,
Le Lieutenant-Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire,
Le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie de FREYCENET-LATOIR, par les soins du Maire, en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Pour ampliation,

AU PUY, le 8 MAI 1981

Pour LE PREFET et par délégation,
L'INGENIEUR EN CHEF DU GENIE RURAL
DES EAUX ET DES FORETS
Directeur Départemental de l'Agriculture,

AU PUY, le 24 AVRIL 1981

Signé : Joël THORAVAL

Mant

P R E F E C T U R E D E L A H A U T E - L O I R E

D I R E C T I O N D E P A R T E M E N T A L E D E L ' A G R I C U L T U R E

A R R Ê T É N ° D . D . A . 81/131/B

portant réglementation des boisements dans la Commune de FREYCENET-LATOURE

LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU l'article 52.1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;
- VU les décrets n° 61.602 et n° 61.603 du 13 Juin 1961 modifiés ;
- VU le décret du 26 Novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire, définies par arrêté préfectoral ;
- VU la circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 9 Juillet 1973 ;
- VU la Loi n° 71.384 du 22 Mai 1971 et son décret d'application n° 73.613 du 5 Juillet 1973 ;
- VU le décret n° 79.905 du 18 Octobre 1979 relatif à la culture d'arbres de Noël ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 Décembre 1977 portant constitution de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement de FREYCENET-LATOURE ;
- VU l'enquête publique effectuée dans la Commune de FREYCENET-LATOURE ;
- VU les propositions de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans ses séances du 12 Novembre 1979 et du 28 Avril 1980 ;
- VU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans sa séance du 21 Janvier 1981 ;
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 2 Avril 1981 ;
- VU l'avis du Syndicat des propriétaires Forestiers en date du 12 Mars 1981 ;
- VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière en date du 27 Février 1981 ;
- VU les plans cadastraux annexés au dossier ;
- VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 8 Avril 1981 ;

A R R Ê T É :

Article 1er : Sur les parcelles situées dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune de FREYCENET-LATOURE, les semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2 : Tous semis et plantations d'essences forestières doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet des demandes en question devront être notifiées aux intéressés dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande.

Article 3 : L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

- La distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de :

- 4 mètres par rapport à la limite des fonds qui ne confixeront pas un bois existant,
- 2 mètres par rapport à l'emprise des chemins ruraux.

Article 4 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'arbres isolés, d'arbres fruitiers dans les parcs et jardins clos et attenants à une habitation ainsi qu'aux plantations d'alignement.

Article 5 : Toute culture d'arbres de Noël devra faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Haute-Loire,
Le Maire de FREYCENET-LATOIR,
L'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture,
Le Lieutenant-Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire,
Le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie de FREYCENET-LATOIR, par les soins du Maire, en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Pour ampliation,

AU PUY, le 8 MAI 1981

Pour LE PREFET et par délégation,
L'INGENIEUR EN CHEF DU GENIE RURAL
DES EAUX ET DES FORETS

Directeur Départemental de l'Agriculture,

AU PUY, le 24 AVRIL 1981

Signé : Joël THORAVAL

M. Ant



Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

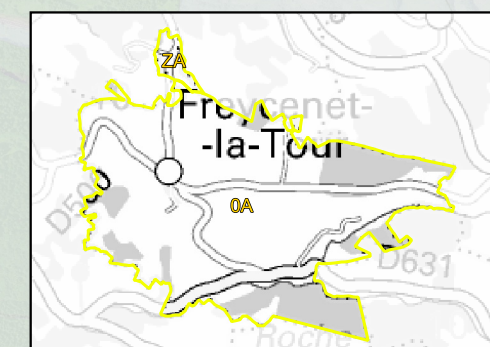
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN





Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

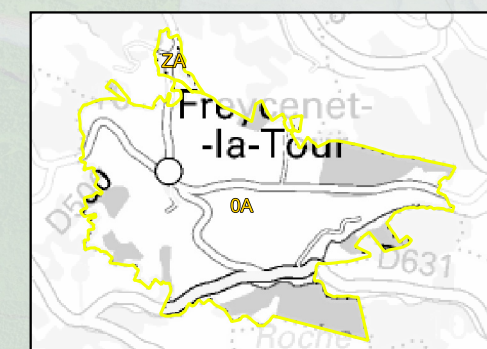
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN



R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E

P R E F E C T U R E D E L A H A U T E - L O I R E

D I R E C T I O N D E P A R T E M E N T A L E D E L ' A G R I C U L T U R E

A R R E T E ¹ N° D.D.A. 84/187/B

portant réglementation des plantations et des semis d'essences forestières dans la Commune du MONASTIER-sur-GAZEILLE

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DU DEPARTEMENT de la HAUTE-LOIRE

- VU l'article 52.1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières ;
- VU les décrets n° 61.602 et 61.603 du 13 Juin 1961 modifiés ;
- VU le décret du 26 Novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la HAUTE-LOIRE, définies par arrêté préfectoral ;
- VU la circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 9 Juillet 1973 ;
- VU la Loi n° 71.384 du 22 Mai 1971 et son décret d'application n° 73.613 du 5 Juillet 1973 ;
- VU le décret 83.69 du 2 Février 1983 abrogeant le décret 79.905 du 18 Octobre 1979 et modifiant le décret 61.602 du 13 Juin 1961 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral portant constitution de la Commission Communale d'Aménagement Foncier du MONASTIER-sur-GAZEILLE ;
- VU l'enquête publique effectuée dans la Commune du MONASTIER-sur-GAZEILLE ;
- VU les propositions de la Commission Communale d'Aménagement Foncier dans ses séances des 27 Avril 1983 et 28 Novembre 1983 ;
- VU l'avis émis par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier dans sa séance du 16 Mai 1984 ;
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 29 Octobre 1984 ;
- VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière en date du 5 Juillet 1984 ;
- VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, en date du 2 Novembre 1984,

A R R E T E :

Article 1er : Sur les parcelles situées dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole sur les plans de la Commune du MONASTIER-sur-GAZEILLE, tous semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2 : Tous semis et plantations d'essences forestières de feuillus et de résineux y compris ceux destinés à la production d'arbres de Noël, ainsi que toutes plantations en alignement en résineux seulement, dans les zones définies à l'article 1er doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet devront être notifiées aux intéressés dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande.

.../...

Article 3 : L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

- la distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de :
 - . 5 mètres le long des limites qui ne confineront pas un bois existant pour les boisements forestiers,
 - . 2 mètres par rapport à la limite des fonds voisins pour les arbres de Noël,
 - . 2 mètres par rapport à l'emprise des chemins ruraux.

Article 4 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'arbres isolés, d'arbres fruitiers, aux plantations dans les parcs et jardins clos et attenants à une habitation, aux plantations d'alignement en feuillus.

Article 5 : Le Sous-Préfet, Secrétaire Général de la Préfecture de la HAUTE-LOIRE,
Le Maire du MONASTIER-sur-GAZEILLE,
L'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture de la HAUTE-LOIRE,
Le Lieutenant Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de la HAUTE-LOIRE,
Le Directeur Départemental des Services fiscaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au Recueil des Actes Administratifs.

Le présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie du MONASTIER-sur-GAZEILLE par les soins du Maire.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Au PUY, le 5 Décembre 1984

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

Signé : Michel LAJUS

Pour ampliation
LE PUY, le 10 Janvier 1985

Pour le PREFET et par délégation
L'INGENIEUR EN CHEF du GENIE RURAL
des EAUX et des FORETS
Directeur Départemental de l'Agriculture


G. DUCHAMP



Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

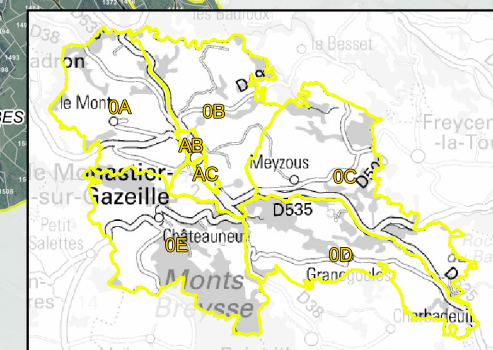
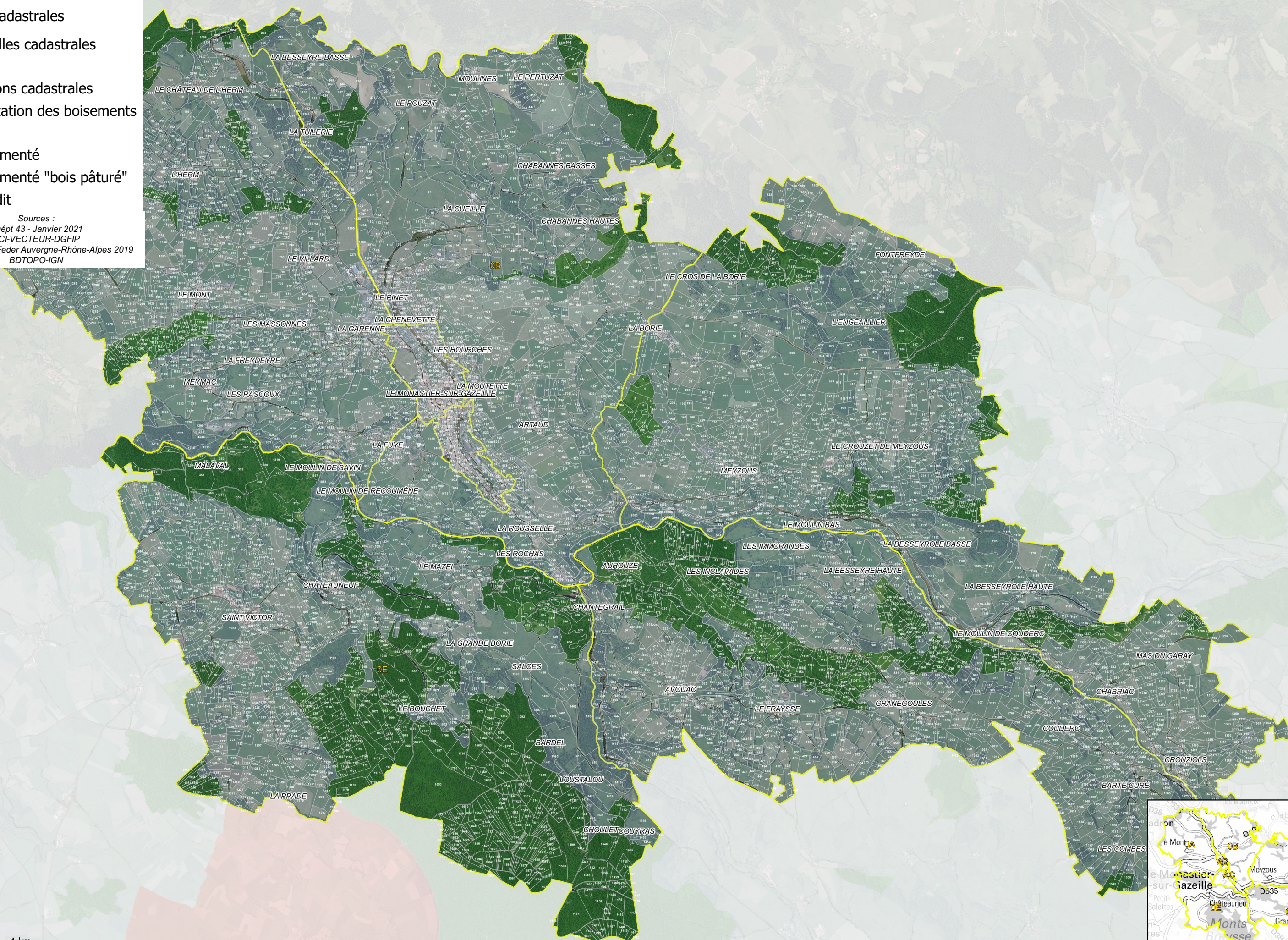
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE et de la FORET

ARRETE N° 2003/13

**PORTANT INTERDICTION ET REGLEMENTATION DES BOISEMENTS OU
REBOISEMENTS SUR
LA COMMUNE DES ESTABLES**

**LE PREFET DE LA HAUTE LOIRE
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

- VU** l'article L121-1 du code rural relatif aux divers modes d'aménagement foncier,
- VU** les articles L126-1 à L126-8 du code rural ainsi que les articles R126-1 à R126-10-1 du code rural relatifs à l'aménagement agricole et forestier et à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières,
- VU** le Décret n°2003/237 du 12 mars 2003 relatif aux plantations d'essences forestières et modifiant certaines dispositions du Code Rural,
- VU** le Décret n°2003/285 du 24 mars 2003 relatif à la production de sapins de Noël,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2001/22 du 11 octobre 2001 édictant la réglementation des boisements sur tout le territoire de la commune des **ESTABLES**,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2002/05 du 8 février 2002 portant constitution d'une Commission Communale d'Aménagement Foncier dans la commune des **ESTABLES**,
- VU** l'avis émis par la Commission Communale dans sa séance du 10 février 2003,
- VU** l'enquête publique ouverte du 5 décembre au 21 décembre 2002,
- VU** l'avis du commissaire enquêteur du 5 janvier 2003,
- VU** l'avis émis par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier dans sa séance du 24 mars 2003,
- VU** l'avis du Conseil Général,
- SUR** proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Sur toutes les parcelles situées dans les périmètres définis sur les plans cadastraux annexés à cet arrêté, afin de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et d'assurer la préservation de milieux naturels ou de paysages remarquables, tous semis, plantations et replantations d'essences forestières sont réglementés ou interdits dans les conditions précisées aux articles ci-après.

ARTICLE 2 : Dans les périmètres interdits, l'interdiction de semer, de planter ou de replanter s'appliquera à toutes plantations et replantations d'essences forestières feuillus ou résineux, en plein ou partiel, à l'exception des plantations d'alignement (une rangée d'arbres en bordure de parcelles), des bosquets d'arbres et des plantations de bordure ou de brise vent dont la **largeur de la bande boisée n'excédera pas 4 mètres**.

Préalablement aux travaux, les dites plantations d'alignement, de bosquets et de plantations de bordure ou de brise vent seront soumises à autorisation préfectorale conformément aux dispositions prévues en périmètre réglementé.

Cette interdiction sera valable pour une durée de **10 ans** à compter de la date du présent arrêté.

Passé cette durée et si la Commission Communale n'a pas reconduit ces périmètres, ces derniers deviendront d'office périmètres réglementés, dans lesquels les propriétaires devront se conformer aux mêmes prescriptions que celles énumérées ci-après :

ARTICLE 3 : Dans les périmètres réglementés, tous semis, plantations et replantations d'essences forestières de résineux et de feuillus, en plein ou partiel, en brise-vent, en alignement, en bordure et en bosquets, devront faire l'objet d'une déclaration préalable. La demande d'autorisation de boisement ou de reboisement indiquant la désignation cadastrale des parcelles, la nature des travaux ainsi que les essences prévues devra être adressée au Préfet de la Haute-Loire :

- Soit par lettre recommandée avec accusé de réception,
- Soit par tout procédé télématique ou informatique homologué permettant de certifier la date d'envoi.

Une décision sera notifiée au demandeur dans un délai de trois mois à compter de la réception de sa demande. En l'absence de notification de l'opposition du préfet à l'expiration de ce délai, le demandeur pourra procéder aux semis, plantations ou replantations dans les **cinq ans** à compter de l'acceptation de sa demande.

ARTICLE 4 : En l'absence d'opposition au boisement ou reboisement, l'autorisation est accordée avec la condition suivante :

Respect d'une bande de reculement de **deux mètres** par rapport à la limite des fonds voisins non boisés.

ARTICLE 5 : Les producteurs qui souhaitent procéder à des semis, plantations ou replantations de sapins de Noël devront adresser au préfet une déclaration **annuelle** de production portant sur la surface, la densité, le lieu et la date de plantation.

Par ailleurs devront être respectées les conditions suivantes :

- ◆ La densité de plantation sera comprise entre 6000 et 10000 plants/hectare.
- ◆ La hauteur des cimes ne devra pas dépasser 3 mètres.
- ◆ La durée d'occupation du sol ne devra pas excéder 10 ans.
- ◆ Les distances de plantation seront celles prévues à l'article 4 du présent arrêté.
- ◆ Les essences utilisées seront conformes à l'annexe n°1 du décret du 24 mars 2003.

ARTICLE 6 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas aux plantations et replantations d'arbres fruitiers, aux plantations et replantations forestières faites dans les parcs et jardins clos de murs et attenants à l'habitation, aux plantations et replantations dans le foncier bâti.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire, le maire des **ESTABLES**, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Lieutenant Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire et le Directeur des Services Fiscaux sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au recueil des actes administratifs.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public.

Au PUY EN VELAY, le 26 MAI 2003

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Thierry QUEFFELEC



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE et de la FORET

ARRETE N° 2003/13

**PORTANT INTERDICTION ET REGLEMENTATION DES BOISEMENTS OU
REBOISEMENTS SUR
LA COMMUNE DES ESTABLES**

**LE PREFET DE LA HAUTE LOIRE
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

- VU** l'article L121-1 du code rural relatif aux divers modes d'aménagement foncier,
- VU** les articles L126-1 à L126-8 du code rural ainsi que les articles R126-1 à R126-10-1 du code rural relatifs à l'aménagement agricole et forestier et à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières,
- VU** le Décret n°2003/237 du 12 mars 2003 relatif aux plantations d'essences forestières et modifiant certaines dispositions du Code Rural,
- VU** le Décret n°2003/285 du 24 mars 2003 relatif à la production de sapins de Noël,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2001/22 du 11 octobre 2001 édictant la réglementation des boisements sur tout le territoire de la commune des **ESTABLES**,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2002/05 du 8 février 2002 portant constitution d'une Commission Communale d'Aménagement Foncier dans la commune des **ESTABLES**,
- VU** l'avis émis par la Commission Communale dans sa séance du 10 février 2003,
- VU** l'enquête publique ouverte du 5 décembre au 21 décembre 2002,
- VU** l'avis du commissaire enquêteur du 5 janvier 2003,
- VU** l'avis émis par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier dans sa séance du 24 mars 2003,
- VU** l'avis du Conseil Général,
- SUR** proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Sur toutes les parcelles situées dans les périmètres définis sur les plans cadastraux annexés à cet arrêté, afin de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et d'assurer la préservation de milieux naturels ou de paysages remarquables, tous semis, plantations et replantations d'essences forestières sont réglementés ou interdits dans les conditions précisées aux articles ci-après.

ARTICLE 2 : Dans les périmètres interdits, l'interdiction de semer, de planter ou de replanter s'appliquera à toutes plantations et replantations d'essences forestières feuillus ou résineux, en plein ou partiel, à l'exception des plantations d'alignement (une rangée d'arbres en bordure de parcelles), des bosquets d'arbres et des plantations de bordure ou de brise vent dont la **largeur de la bande boisée n'excédera pas 4 mètres**.

Préalablement aux travaux, les dites plantations d'alignement, de bosquets et de plantations de bordure ou de brise vent seront soumises à autorisation préfectorale conformément aux dispositions prévues en périmètre réglementé.

Cette interdiction sera valable pour une durée de **10 ans** à compter de la date du présent arrêté.

Passé cette durée et si la Commission Communale n'a pas reconduit ces périmètres, ces derniers deviendront d'office périmètres réglementés, dans lesquels les propriétaires devront se conformer aux mêmes prescriptions que celles énumérées ci-après :

ARTICLE 3 : Dans les périmètres réglementés, tous semis, plantations et replantations d'essences forestières de résineux et de feuillus, en plein ou partiel, en brise-vent, en alignement, en bordure et en bosquets, devront faire l'objet d'une déclaration préalable. La demande d'autorisation de boisement ou de reboisement indiquant la désignation cadastrale des parcelles, la nature des travaux ainsi que les essences prévues devra être adressée au Préfet de la Haute-Loire :

- Soit par lettre recommandée avec accusé de réception,
- Soit par tout procédé télématique ou informatique homologué permettant de certifier la date d'envoi.

Une décision sera notifiée au demandeur dans un délai de trois mois à compter de la réception de sa demande. En l'absence de notification de l'opposition du préfet à l'expiration de ce délai, le demandeur pourra procéder aux semis, plantations ou replantations dans les **cinq ans** à compter de l'acceptation de sa demande.

ARTICLE 4 : En l'absence d'opposition au boisement ou reboisement, l'autorisation est accordée avec la condition suivante :

Respect d'une bande de reculement de **deux mètres** par rapport à la limite des fonds voisins non boisés.

ARTICLE 5 : Les producteurs qui souhaitent procéder à des semis, plantations ou replantations de sapins de Noël devront adresser au préfet une déclaration **annuelle** de production portant sur la surface, la densité, le lieu et la date de plantation.

Par ailleurs devront être respectées les conditions suivantes :

- ◆ La densité de plantation sera comprise entre 6000 et 10000 plants/hectare.
- ◆ La hauteur des cimes ne devra pas dépasser 3 mètres.
- ◆ La durée d'occupation du sol ne devra pas excéder 10 ans.
- ◆ Les distances de plantation seront celles prévues à l'article 4 du présent arrêté.
- ◆ Les essences utilisées seront conformes à l'annexe n°1 du décret du 24 mars 2003.

ARTICLE 6 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas aux plantations et replantations d'arbres fruitiers, aux plantations et replantations forestières faites dans les parcs et jardins clos de murs et attenants à l'habitation, aux plantations et replantations dans le foncier bâti.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire, le maire des **ESTABLES**, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Lieutenant Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire et le Directeur des Services Fiscaux sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au recueil des actes administratifs.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public.

Au PUY EN VELAY, le 26 MAI 2003

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Thierry QUEFFELEC



Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

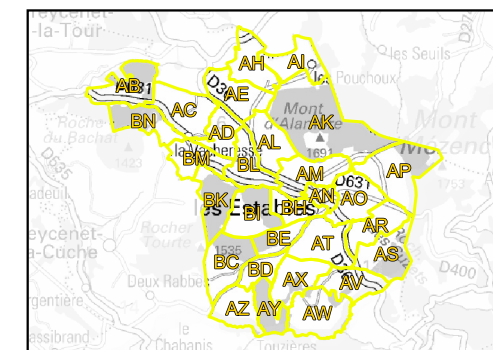
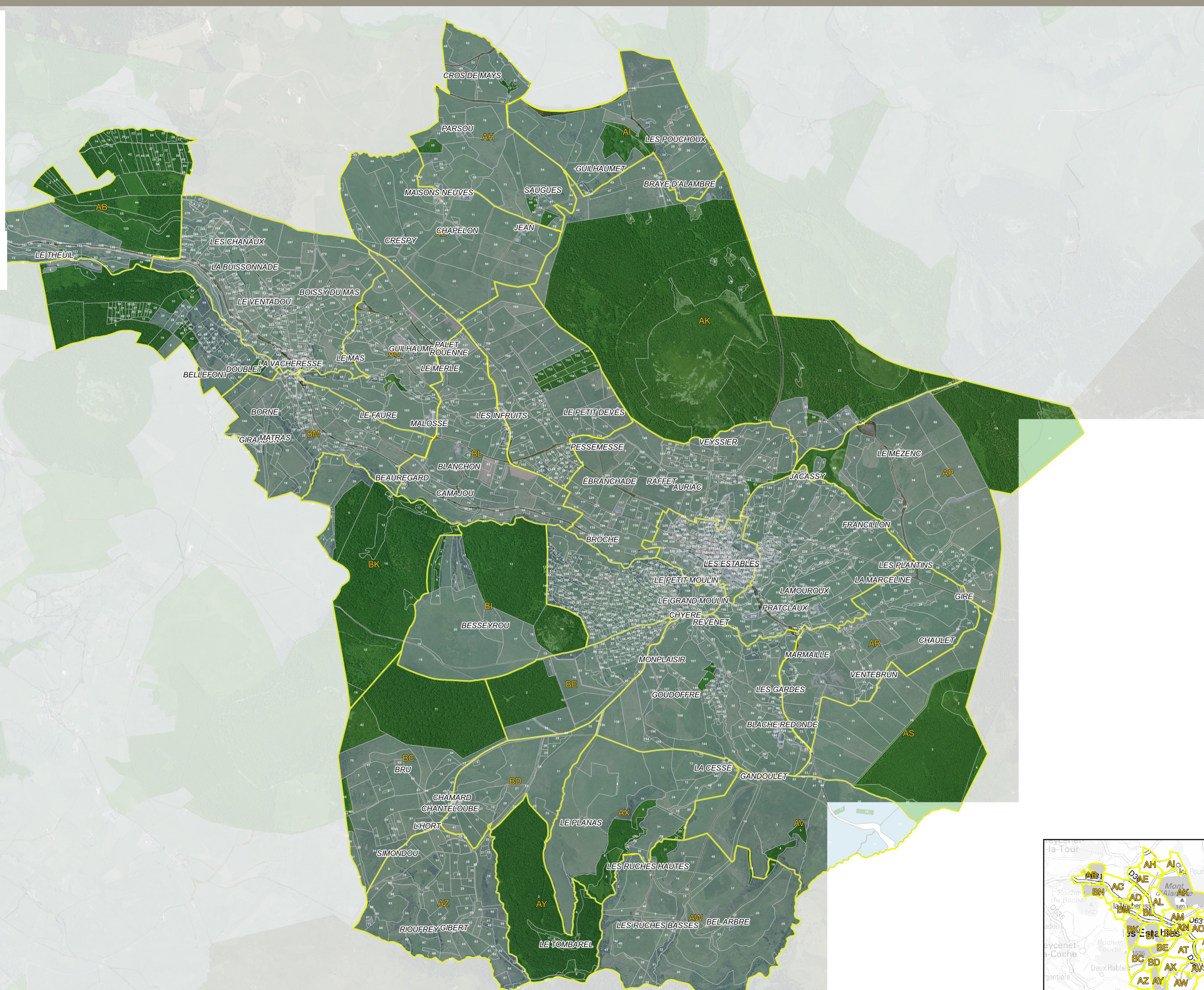
Réglementé "bois pâturé"

Interdit

Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021
PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019
BDTOPO-IGN





Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

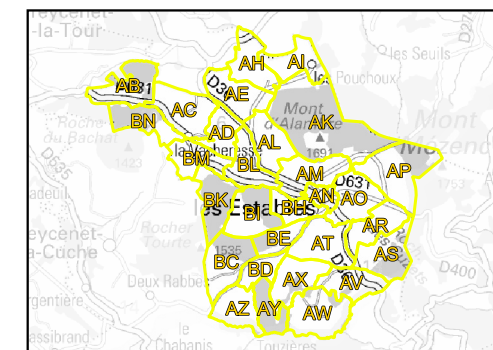
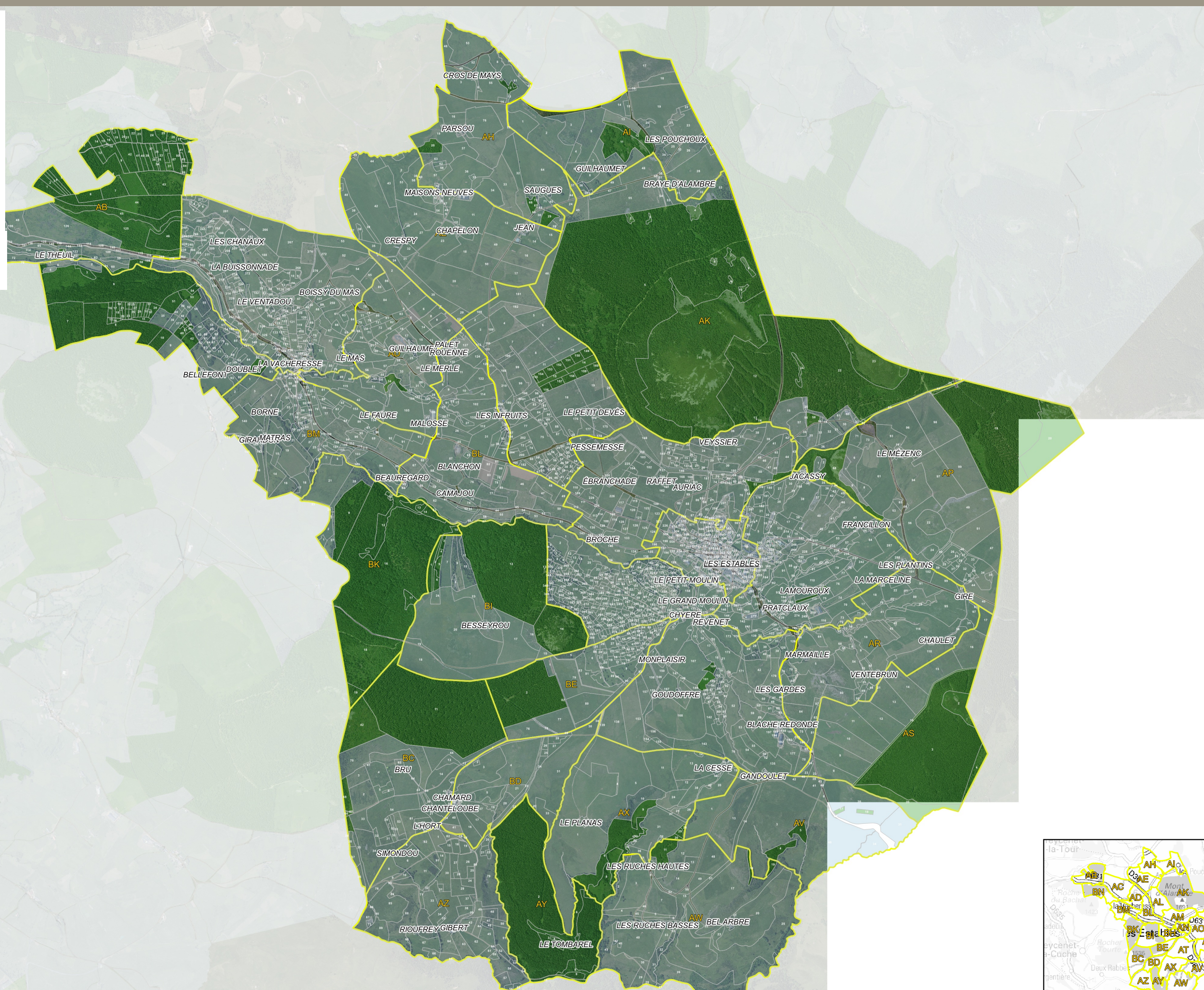
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN



P R É F E C T U R E D E L A H A U T E - L O I R E

D I R E C T I O N D É P A R T E M E N T A L E D E L ' A G R I C U L T U R E

A R R Ê T É N ° D . D . A . 8 2 / 1 5 4 / B

portant réglementation des boisements dans la Commune des VASTRES

LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE,

Commissaire de la République du Département de la Haute-Loire,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU l'article 52.1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;
- VU les décrets n° 61.602 et 61.603 du 13 Juin 1961 modifiés ;
- VU le décret du 26 novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire, définies par arrêté préfectoral ;
- VU la Circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 9 Juillet 1973 ;
- VU la loi n° 71.384 du 22 Mai 1971 et son décret d'application n° 73.613 du 5 Juillet 1973 ;
- VU le décret n° 79.905 du 18 Octobre 1979 relatif à la culture d'arbres de Noël ;
- VU l'arrêté préfectoral du 6 Août 1979 portant constitution de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement des VASTRES ;
- VU l'enquête publique effectuée dans la Commune des VASTRES ;
- VU les propositions de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans ses séances du 9 Novembre 1981 et du 10 Février 1982 ;
- VU l'avis émis par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier dans sa séance du 27 Avril 1982 ;
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 1er Juillet 1982 ;
- VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière en date du 10 Mai 1982 ;
- VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 12 Juillet 1982 ;

A R R Ê T É

Article 1er : Sur les parcelles situées dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune des VASTRES, tous semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2 : Tous semis et plantations d'essences forestières de résineux doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet des demandes en question devront être notifiées aux intéressés dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande.

Article 3 : L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

* La distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de :

- 5 mètres par rapport à la limite des fonds qui ne confineront pas un bois existant,
- 2 mètres par rapport à l'emprise des chemins ruraux.

Article 4 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'arbres isolés, d'arbres fruitiers, aux feuillus, aux plantations dans les parcs et jardins et attenants à une habitation.

Article 5 : Toute culture d'arbre de Noël devra faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Haute-Loire,

Le Maire des VASTRES,

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture,

Le Lieutenant-Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire,

Le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie des VASTRES, par les soins du Maire, en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

AU PUY le 23 JUL. 1982



Bernard MAILFAIT

P R É F E C T U R E D E L A H A U T E - L O I R E

D I R E C T I O N D É P A R T E M E N T A L E D E L ' A G R I C U L T U R E

A R R Ê T É N ° D . D . A . 82/154/B

portant réglementation des boisements dans la Commune des VASTRES

LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE,

Commissaire de la République du Département de la Haute-Loire,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU l'article 52.1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;
- VU les décrets n° 61.602 et 61.603 du 13 Juin 1961 modifiés ;
- VU le décret du 26 novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire, définies par arrêté préfectoral ;
- VU la Circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 9 Juillet 1973 ;
- VU la loi n° 71.384 du 22 Mai 1971 et son décret d'application n° 73.613 du 5 Juillet 1973 ;
- VU le décret n° 79.905 du 18 Octobre 1979 relatif à la culture d'arbres de Noël ;
- VU l'arrêté préfectoral du 6 Août 1979 portant constitution de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement des VASTRES ;
- VU l'enquête publique effectuée dans la Commune des VASTRES ;
- VU les propositions de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans ses séances du 9 Novembre 1981 et du 10 Février 1982 ;
- VU l'avis émis par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier dans sa séance du 27 Avril 1982 ;
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 1er Juillet 1982 ;
- VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière en date du 10 Mai 1982 ;
- VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 12 Juillet 1982 ;

A R R Ê T É

Article 1er : Sur les parcelles situées dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune des VASTRES, tous semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2 : Tous semis et plantations d'essences forestières de résineux doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet des demandes en question devront être notifiées aux intéressés dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande.

Article 3 : L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

* La distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de :

- 5 mètres par rapport à la limite des fonds qui ne confineront pas un bois existant,
- 2 mètres par rapport à l'emprise des chemins ruraux.

Article 4 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'arbres isolés, d'arbres fruitiers, aux feuillus, aux plantations dans les parcs et jardins et attenants à une habitation.

Article 5 : Toute culture d'arbre de Noël devra faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Haute-Loire,

Le Maire des VASTRES,

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture,

Le Lieutenant-Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire,

Le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie des VASTRES, par les soins du Maire, en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

AU PUY le 23 JUL. 1982



Bernard MAILFAIT



Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

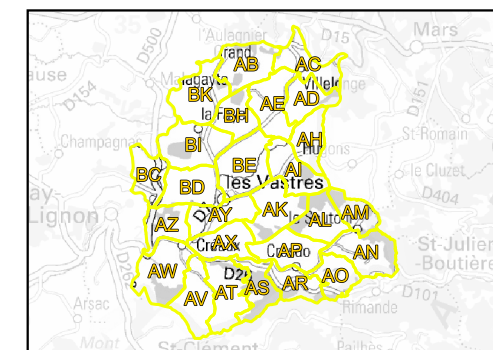
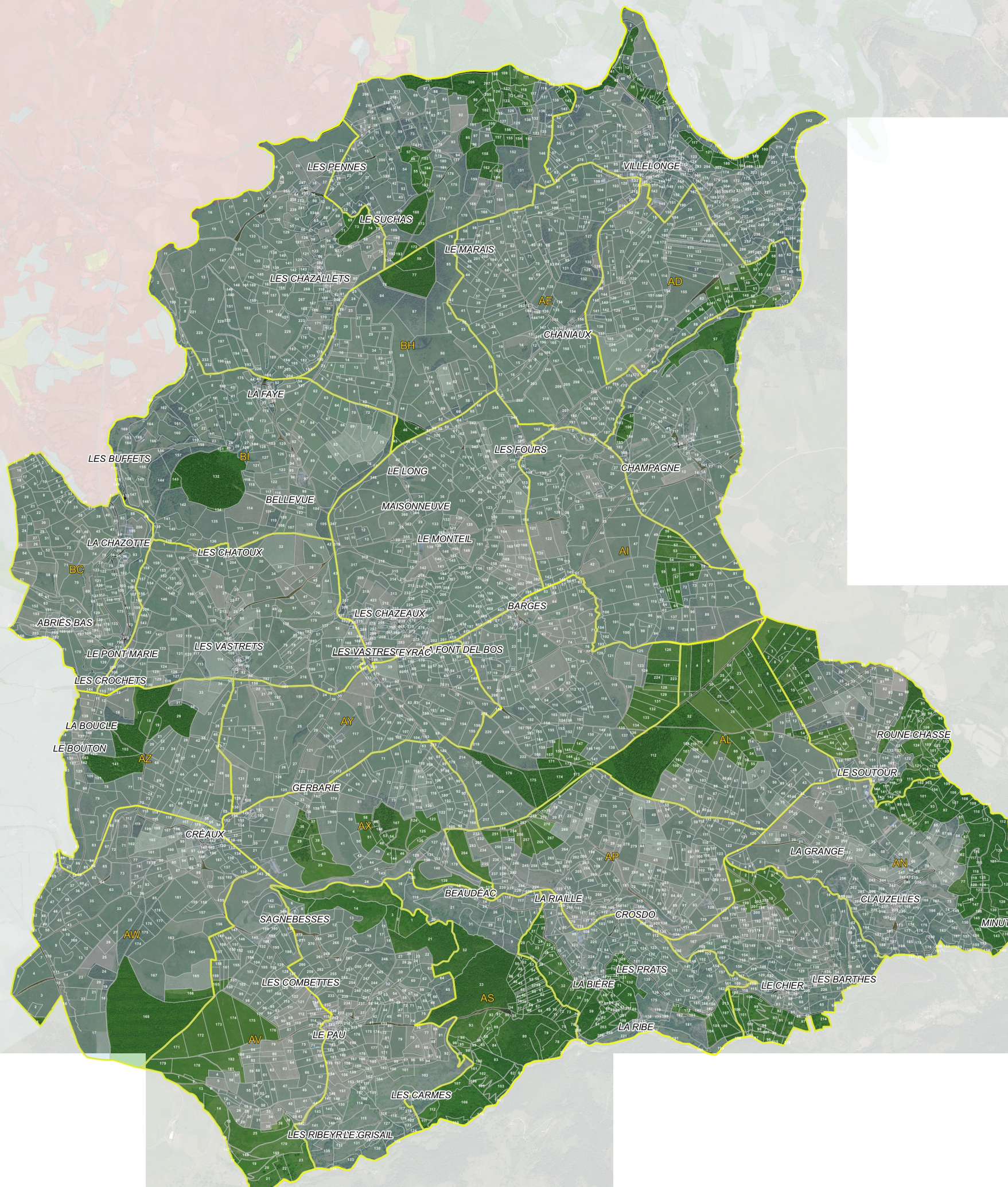
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN



PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ N° D.D.A. 80/117/B

portant réglementation des boisements dans la Commune de

MONTUSCIAT

LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE,

- VU l'article 52.1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;
- VU les décrets N° 61.602 et N° 61.603 du 13 Juin 1961 modifiés ;
- VU le décret du 26 Novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire, définies par arrêté préfectoral ;
- VU la circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 9 Juillet 1973 ;
- VU la Loi N° 71.384 du 22 Mai 1971 et son décret d'application N° 73.613 du 5 Juillet 1973 ;
- VU le décret N° 79.905 du 18 Octobre 1979 relatif à la culture d'arbres de Noël ;
- VU l'enquête effectuée dans la Commune de MONTUSCIAT ;
- VU les propositions de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans ses séances des 4 Décembre 1978 et 25 Juin 1979 ;
- VU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement, dans sa séance du 14 Décembre 1979 ;
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 13 Février 1980 ;
- VU l'avis du Syndicat des Propriétaires Forestiers en date du 28 Janvier 1980 ;
- VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière en date du 8 Janvier 1980 ;
- VU les plans et l'état des parcelles annexés au dossier ;
- VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 18 Février 1980 ;

ARRÊTÉ :

Article 1 - Sur les parcelles figurant sur l'état annexé au présent arrêté et dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimités sur les plans de la Commune de MONTUSCIAT, les semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après

Article 2 - Tous semis et plantations d'essences forestières doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet des demandes en question devront être notifiées aux intéressés dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande.

Article 3 - L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

- La distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de 3 mètres par rapport à la limite des fonds qui ne confineront pas un bois existant,

de 4 mètres par rapport

à l'emprise des chemins ruraux,

de 50 mètres par rap-

port aux habitations.

Article 4 - Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'arbres isolés, d'arbres fruitiers dans les parcelles et jardins clos et attenants à une habitation, et aux plantations en alignement.

Article 5 - Toute culture d'arbres de Noël devra faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 6 - Le Préfet de la Haute-Loire,

Le Secrétaire Général de la Haute-Loire,

Le Maire de MONTUSCIAT,

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture,

Le Lieutenant-Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire,

Le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs"

Le présent arrêté sera en outre affiché à la Mairie de MONTUSCIAT, par les soins du Maire, en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Au PUY, le

25 1950

MONTUSCIAT

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ N° D.D.A. 80/117/B

portant réglementation des boisements dans la Commune de

MONTUSCIAT

LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE,

- VU l'article 52.1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;
- VU les décrets N° 61.602 et N° 61.603 du 13 Juin 1961 modifiés ;
- VU le décret du 26 Novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire, définies par arrêté préfectoral ;
- VU la circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 9 Juillet 1973 ;
- VU la Loi N° 71.384 du 22 Mai 1971 et son décret d'application N° 73.613 du 5 Juillet 1973 ;
- VU le décret N° 79.905 du 18 Octobre 1979 relatif à la culture d'arbres de Noël ;
- VU l'enquête effectuée dans la Commune de MONTUSCIAT ;
- VU les propositions de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans ses séances des 4 Décembre 1978 et 25 Juin 1979 ;
- VU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement, dans sa séance du 14 Décembre 1979 ;
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 13 Février 1980 ;
- VU l'avis du Syndicat des Propriétaires Forestiers en date du 28 Janvier 1980 ;
- VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière en date du 8 Janvier 1980 ;
- VU les plans et l'état des parcelles annexés au dossier ;
- VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 18 Février 1980 ;

ARRÊTÉ :

Article 1 - Sur les parcelles figurant sur l'état annexé au présent arrêté et dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimités sur les plans de la Commune de MONTUSCIAT, les semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après

Article 2 - Tous semis et plantations d'essences forestières doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet des demandes en question devront être notifiées aux intéressés dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande.

Article 3 - L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

- La distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de 3 mètres par rapport à la limite des fonds qui ne confineront pas un bois existant,

à l'emprise des chemins ruraux, de 4 mètres par rapport
port aux habitations. de 50 mètres par rap-

Article 4 - Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'arbres isolés, d'arbres fruitiers dans les parcelles et jardins clos et attenants à une habitation, et aux plantations en alignement.

Article 5 - Toute culture d'arbres de Noël devra faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 6 - Le Préfet de la Haute-Loire,

Le Secrétaire Général de la Haute-Loire,

Le Maire de MONTUSCIAT,

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture,

Le Lieutenant-Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire,

Le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs"

Le présent arrêté sera en outre affiché à la Mairie de MONTUSCIAT, par les soins du Maire, en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Au PUY, le

25 Mars 1950

LE PRÉFET



Données cadastrales

- Parcelles cadastrales

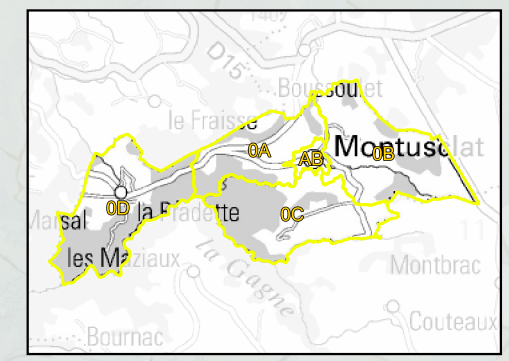
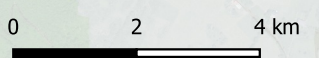
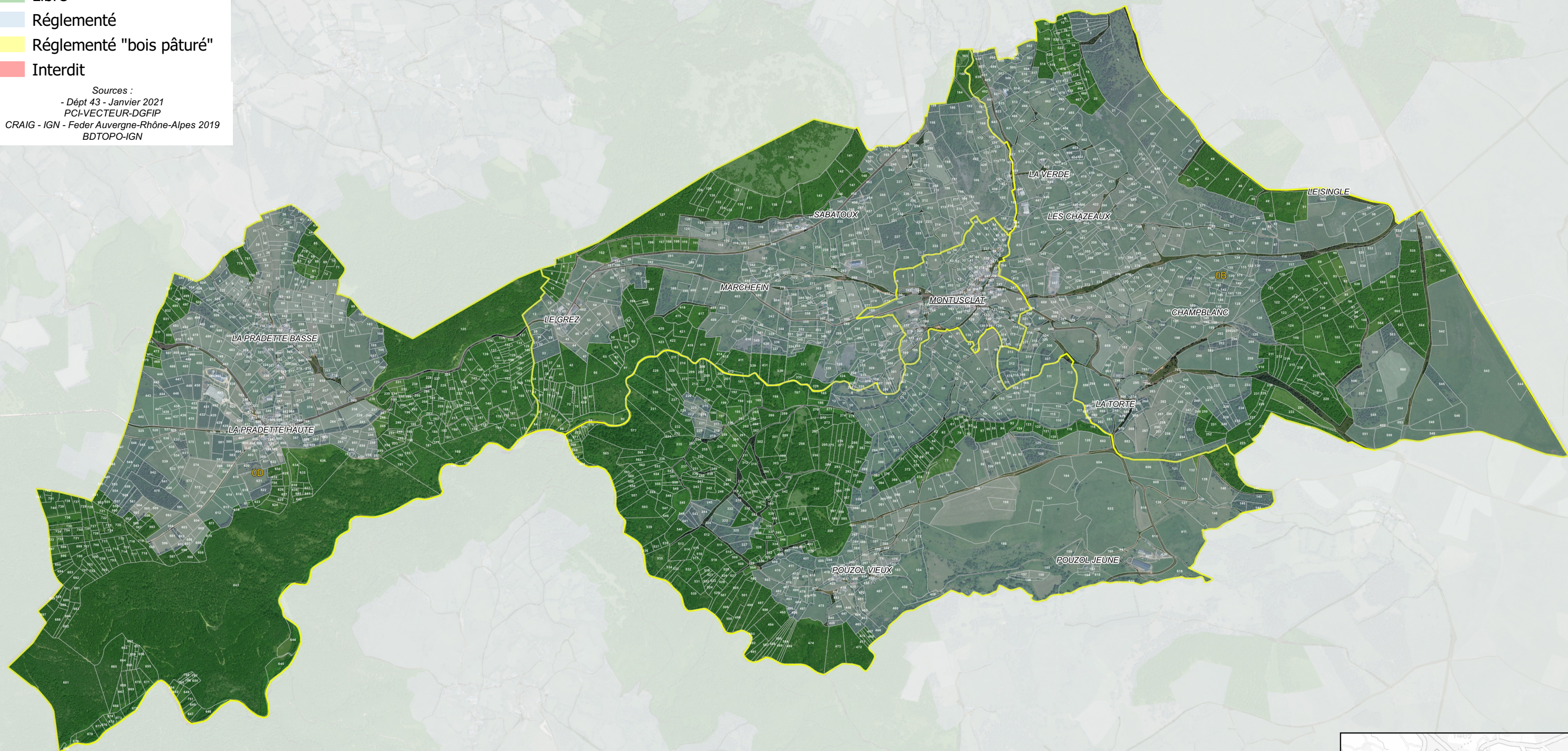
Sections

- Sections cadastrales

Réglementation des boisements

- Libre
- Réglementé
- Réglementé "bois pâturé"
- Interdit

Sources :
- Dépt 43 - Janvier 2021
PCI-VECTEUR-DGFIP
CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019
BDTOPO-IGN





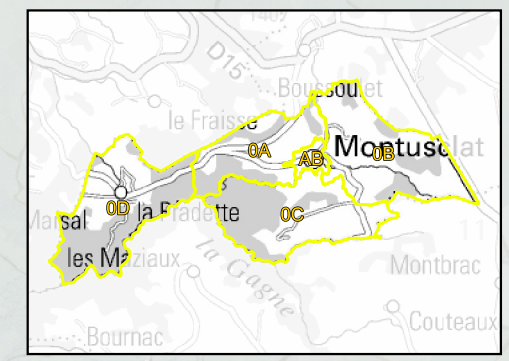
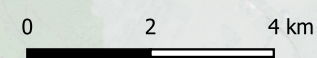
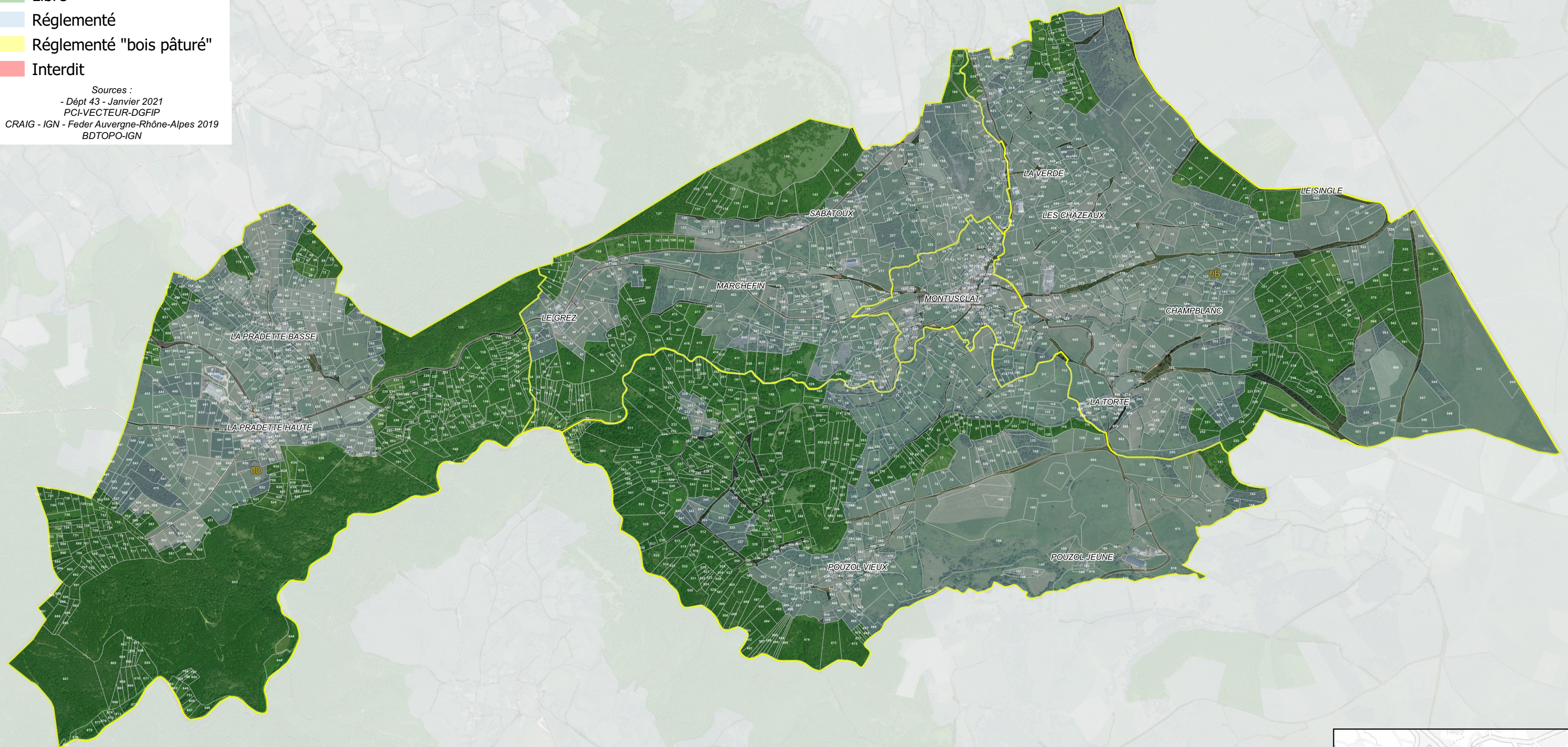
Données cadastrales

- Parcelles cadastrales
- Sections
- Sections cadastrales

Réglementation des boisements

- Libre
- Réglementé
- Réglementé "bois pâturé"
- Interdit

Sources :
- Dépt 43 - Janvier 2021
PCI-VECTEUR-DGFIP
CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019
BDTOPO-IGN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

Boisements

COMMUNE de PRESAILLES

SERVICE DU GENIE RURAL DES EAUX ET DES FORETS
Direction Départementale de l'Agriculture

n° 189

REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

A R R E T E

Le Préfet de la Haute-Loire,
Officier de la Légion d'Honneur,

VU l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements,

VU le décret n° 61-602 du 13 juin 1961,

VU le décret du 26 novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire, définies par arrêté préfectoral,

VU l'enquête effectuée dans la Commune de PRESAILLES ;

VU les avis émis par la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans ses séances des 24 novembre 1972 et 13 février 1973,

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement, dans sa séance du 18 octobre 1973,

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 31 octobre 1973,

VU l'avis du Syndicat des propriétaires forestiers en date du 15 novembre 1973 ;

VU les plans et l'état des parcelles annexés au dossier,

VU le rapport de Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 22 novembre 1973 ;

A R R E T E :

Article 1er.- Sur les parcelles figurant sur l'état annexé au présent arrêté et dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune de PRESAILLES, les semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2.- Tous semis et plantations d'essences forestières doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet des demandes en question devront être notifiées aux intéressés dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la déclaration.

Article 3.- L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

- la distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de 6 mètres le long des limites qui ne confineront pas un bois existant.

Article 4.- Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'alignement ainsi qu'aux plantations d'arbres isolés.

Article 5.- Monsieur le Secrétaire Général de la Haute-Loire,

Monsieur le Maire de PRESAILLES,

Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts,
Directeur Départemental de l'Agriculture,

Monsieur le Commandant de Gendarmerie,

Monsieur le Directeur des Contributions Directes (Service du Cadastre),

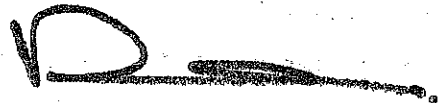
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera en outre affiché à la Mairie de PRESAILLES par les soins du Maire en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Au PUY, le - 5 DEC. 1973

Le PRÉFET,



Raymond MARCHAND

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

Boisements

COMMUNE de PRESAILLES

SERVICE DU GENIE RURAL DES EAUX ET DES FORETS
Direction Départementale de l'Agriculture

n° 189

REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

A R R E T E

Le Préfet de la Haute-Loire,
Officier de la Légion d'Honneur,

VU l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements,

VU le décret n° 61-602 du 13 juin 1961,

VU le décret du 26 novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire, définies par arrêté préfectoral,

VU l'enquête effectuée dans la Commune de PRESAILLES ;

VU les avis émis par la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans ses séances des 24 novembre 1972 et 13 février 1973,

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement, dans sa séance du 18 octobre 1973,

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 31 octobre 1973,

VU l'avis du Syndicat des propriétaires forestiers en date du 15 novembre 1973 ;

VU les plans et l'état des parcelles annexés au dossier,

VU le rapport de Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 22 novembre 1973 ;

A R R E T E :

Article 1er.- Sur les parcelles figurant sur l'état annexé au présent arrêté et dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune de PRESAILLES, les semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2.- Tous semis et plantations d'essences forestières doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet des demandes en question devront être notifiées aux intéressés dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la déclaration.

Article 3.- L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

- la distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de 6 mètres le long des limites qui ne confineront pas un bois existant.

Article 4.- Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'alignement ainsi qu'aux plantations d'arbres isolés.

Article 5.- Monsieur le Secrétaire Général de la Haute-Loire,

Monsieur le Maire de PRESAILLES,

Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts,
Directeur Départemental de l'Agriculture,

Monsieur le Commandant de Gendarmerie,

Monsieur le Directeur des Contributions Directes (Service du Cadastre),

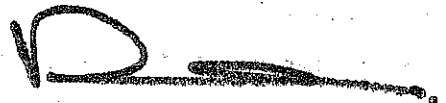
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera en outre affiché à la Mairie de PRESAILLES par les soins du Maire en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Au PUY, le - 5 DEC. 1973

Le PRÉFET,



Raymond MARCHAND



Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

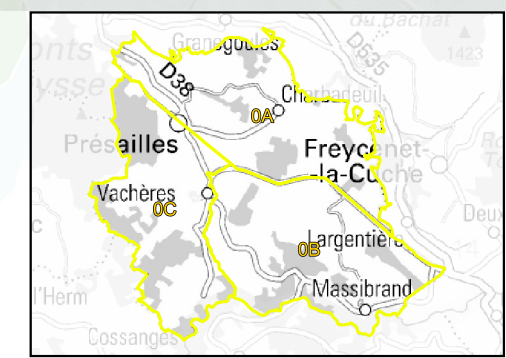
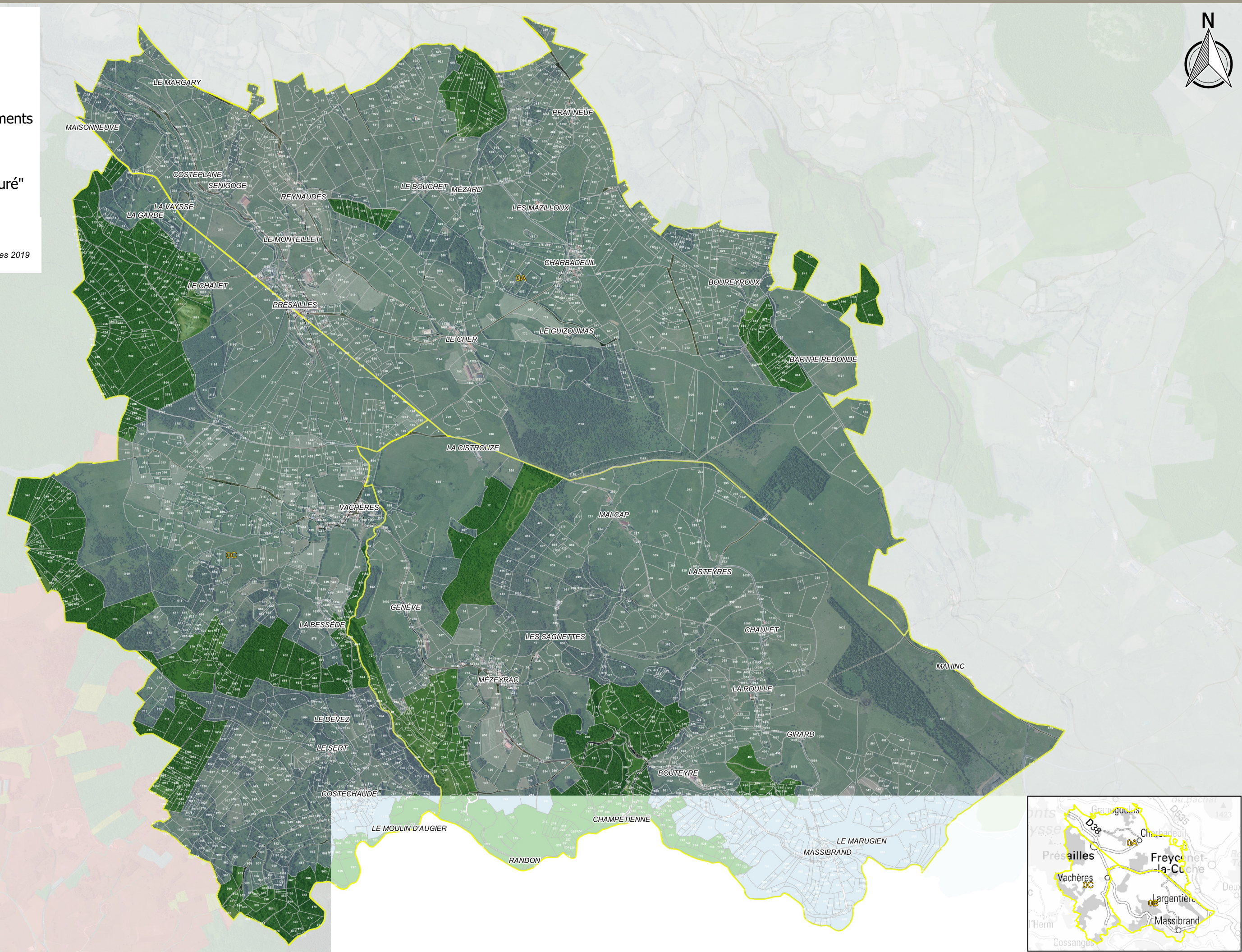
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN





Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

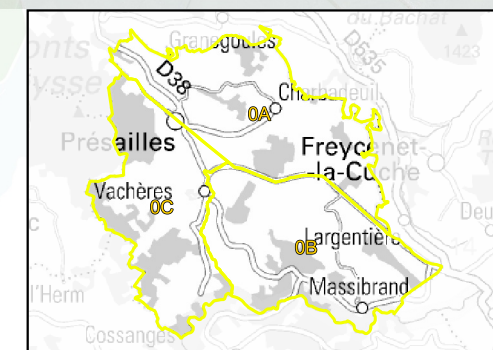
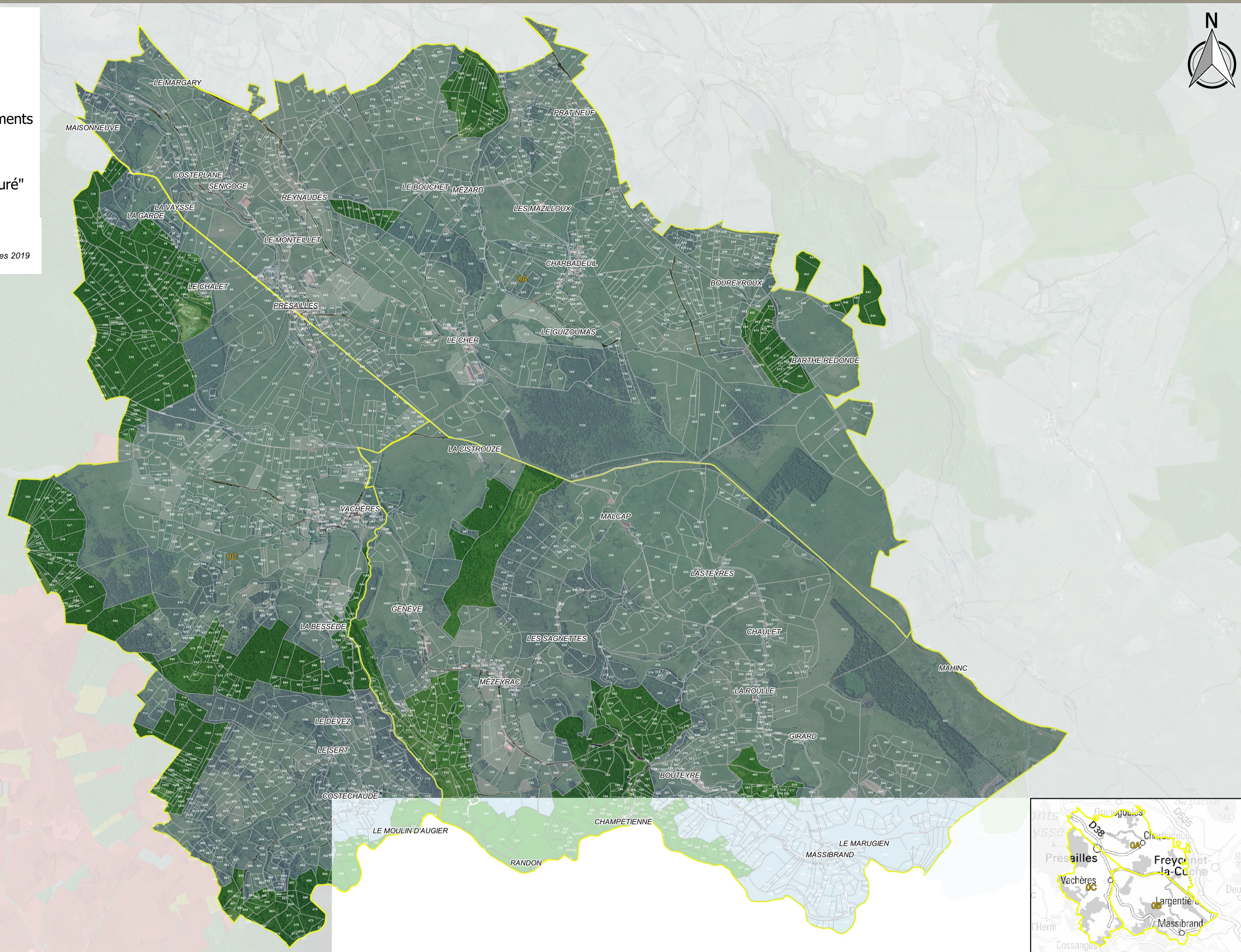
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT de la HAUTE-LOIRE

SERVICE du GENIE RURAL des EAUX et des FORETS
Direction Départementale de l'Agriculture

Boisements

Commune de QUEYRIERES

REGLEMENTATION des BOISEMENTS

A R R E T E

Le Préfet de la HAUTE-LOIRE
Officier de la Légion d'Honneur,

VU l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;

VU le décret n° 61-602 du 13 Juin 1961 ;

VU le décret du 26 Novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la HAUTE-LOIRE, définies par arrêté préfectoral ;

VU l'enquête effectuée dans la Commune de QUEYRIERES ;

VU les avis émis par la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans ses séances des 9 Février 1971 et 29 Avril 1971

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans sa séance du 6 Mai 1971 ;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 25 Juin 1971 ;

VU l'avis du Syndicat des propriétaires forestiers en date du 12 Juin 1971 ;

VU les plans et l'état des parcelles annexés au dossier,

VU le rapport de Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, en date du 28 Juillet 1971,

A R R E T E :

Article 1.- Sur les parcelles figurant sur l'état annexé au présent arrêté et dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune de QUEYRIERES, les semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2.- Tous semis et plantations d'essences forestières doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Le Préfet pourra s'opposer à la plantation dans un délai de 3 mois à partir de la réception de la déclaration.

Article 3.- Le Préfet pourra, dans le même délai, subordonner son absence d'opposition à la condition suivante :

- La distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixés à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de 6 mètres le long des limites qui ne confineront pas un bois existant.

Article 4.- Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'alignement ainsi qu'aux plantations d'arbres isolés.

Article 5.- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
Monsieur le Maire de QUEYRIERES,
Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts,
Directeur Départemental de l'Agriculture,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie,
Monsieur le Directeur des Contributions Directes (Service du Cadastre

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera en outre affiché à la Mairie de QUEYRIERES par les soins du Maire, en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Au PUY, le - 3 AOUT 1971 ;

Le Préfet,

Par le Préfet,
Le Secrétaire Général

Nicolas THEIS

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT de la HAUTE-LOIRE

SERVICE du GENIE RURAL des EAUX et des FORETS
Direction Départementale de l'Agriculture

Boisements

Commune de QUEYRIERES

REGLEMENTATION des BOISEMENTS

A R R E T E

Le Préfet de la HAUTE-LOIRE
Officier de la Légion d'Honneur,

VU l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;

VU le décret n° 61-602 du 13 Juin 1961 ;

VU le décret du 26 Novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la HAUTE-LOIRE, définies par arrêté préfectoral ;

VU l'enquête effectuée dans la Commune de QUEYRIERES ;

VU les avis émis par la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans ses séances des 9 Février 1971 et 29 Avril 1971

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans sa séance du 6 Mai 1971 ;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 25 Juin 1971 ;

VU l'avis du Syndicat des propriétaires forestiers en date du 12 Juin 1971 ;

VU les plans et l'état des parcelles annexés au dossier,

VU le rapport de Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, en date du 28 Juillet 1971,

A R R E T E :

Article 1.- Sur les parcelles figurant sur l'état annexé au présent arrêté et dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune de QUEYRIERES, les semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2.- Tous semis et plantations d'essences forestières doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Le Préfet pourra s'opposer à la plantation dans un délai de 3 mois à partir de la réception de la déclaration.

Article 3.- Le Préfet pourra, dans le même délai, subordonner son absence d'opposition à la condition suivante :

- La distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixés à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de 6 mètres le long des limites qui ne confineront pas un bois existant.

Article 4.- Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'alignement ainsi qu'aux plantations d'arbres isolés.

Article 5.- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
Monsieur le Maire de QUEYRIERES,
Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts,
Directeur Départemental de l'Agriculture,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie,
Monsieur le Directeur des Contributions Directes (Service du Cadastre

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera en outre affiché à la Mairie de QUEYRIERES par les soins du Maire, en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Au PUY, le - 3 AOUT 1971 :

Le Préfet,

Par le Préfet,
Le Secrétaire Général

Nicolas THEIS



Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

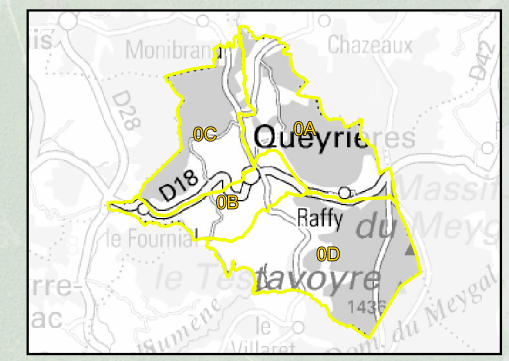
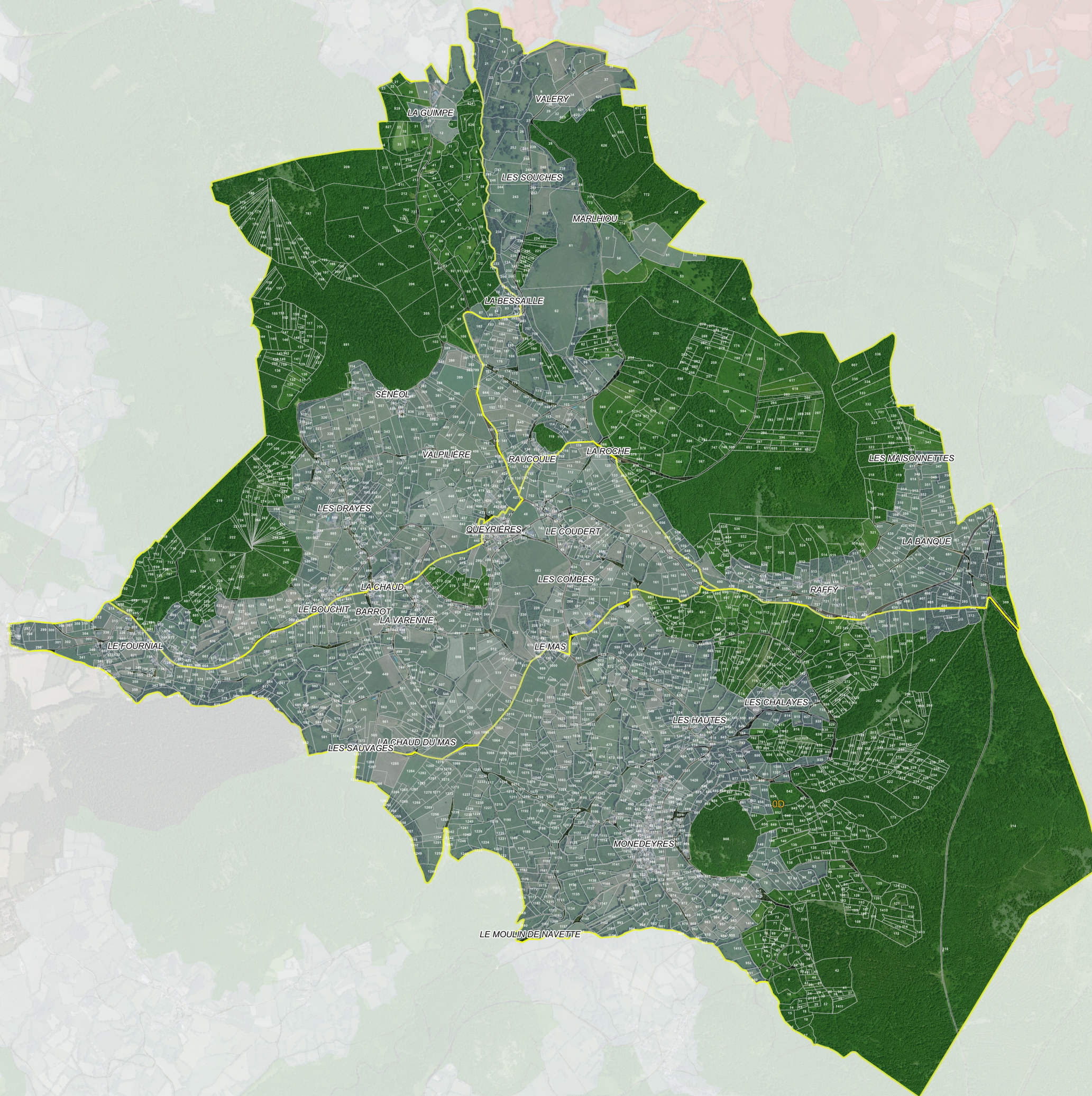
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN





Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

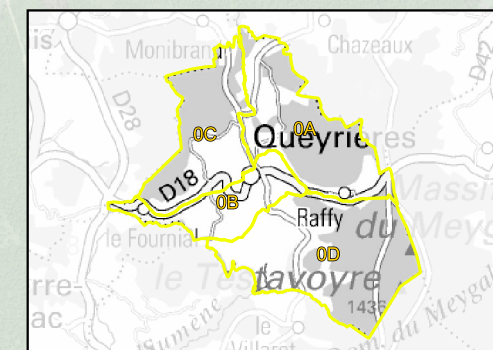
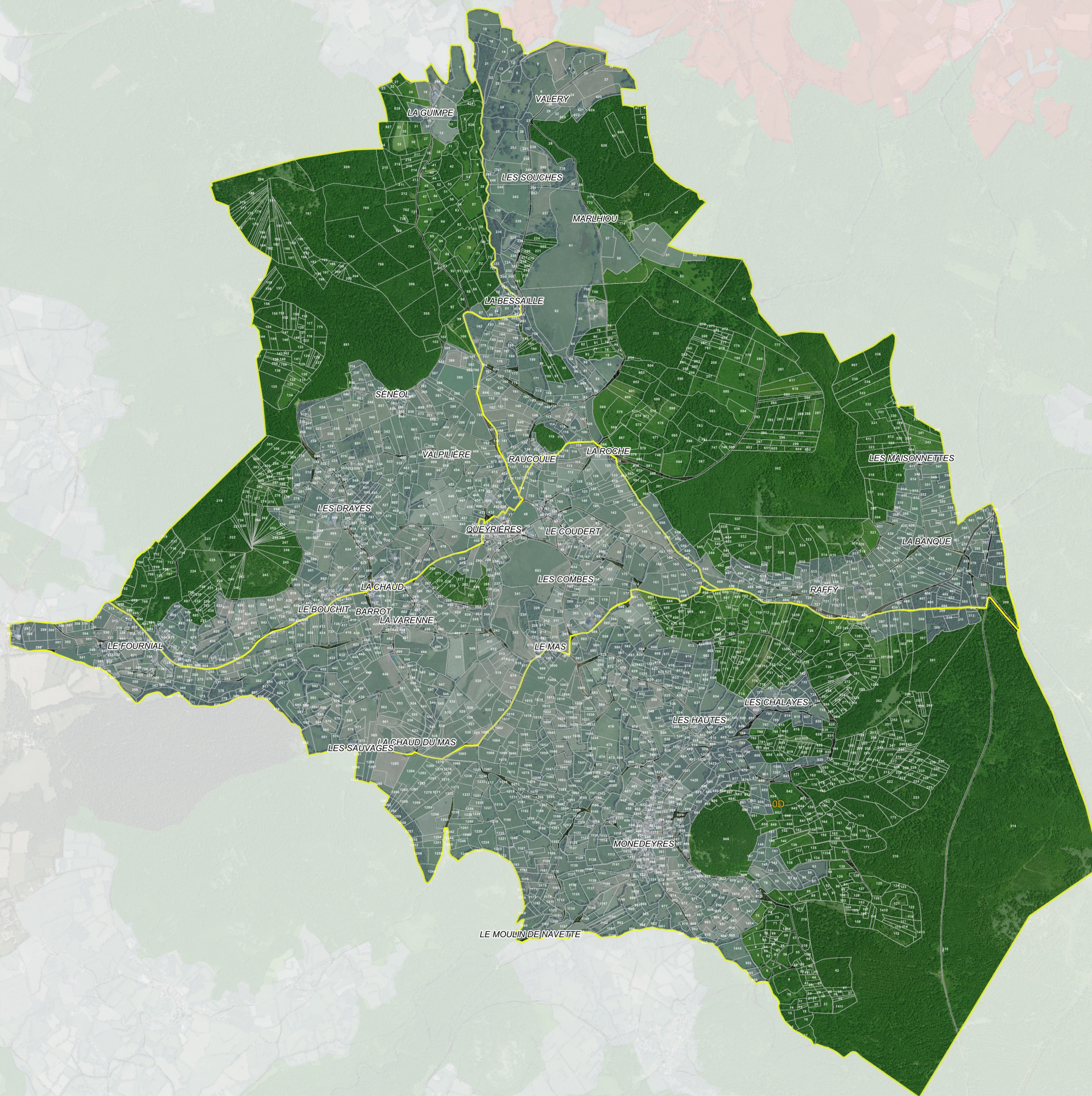
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN



P R E F E C T U R E D E L A H A U T E - L O I R E

SERVICE DU GENIE RURAL DES EAUX ET DES FORETS
Direction Départementale de l'Agriculture

A R R E T E [^] N° D.D.A. 80/114/B
portant réglementation des boisements dans la Commune de SAINT-FRONT

LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE,

- VU l'article 52.1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;
- VU les décrets n° 61.602 et n° 61.603 du 13 Juin 1961 modifiés ;
- VU le décret du 26 Novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire ;
- VU la circulaire du Ministre de l'Agriculture du 9 Juillet 1973 ;
- VU la loi n° 71.384 du 22 Mai 1971 et son décret d'application n° 73.613 du 5 Juillet 1973 ;
- VU le décret n° 79.905 du 18 Octobre 1979 relatif à la culture d'arbres de Noël ;
- VU l'enquête effectuée dans la Commune de SAINT-FRONT ;
- VU les propositions de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans ses séances du 5 Avril 1979 et 15 Octobre 1979 ;
- VU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans sa séance du 14 Décembre 1979 ;
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 13 Février 1980 ;
- VU l'avis du Syndicat des Propriétaires Forestiers en date du 28 Janvier 1980 ;
- VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière en date du 8 Janvier 1980 ;
- VU les plans et l'état des parcelles annexés au dossier ;
- VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 18 Février 1980 ;

A R R E T E :

Article 1er : Sur les parcelles figurant sur l'état annexé au présent arrêté et dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune de SAINT-FRONT, les semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2 : Tous semis et plantations d'essences forestières doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet des demandes en question devront être notifiées aux intéressés dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande.

Article 3 : L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

- La distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de :
- . 4 mètres par rapport à la limite des fonds qui ne confineront pas un bois existant,
 - . 2 mètres par rapport à l'emprise des chemins,
 - . 50 mètres par rapport aux habitations.

Article 4 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'arbres isolés, d'arbres fruitiers et dans les parcs, jardins clos et attenants à une habitation.

Article 5 : Toute culture d'arbres de Noël devra faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 6 : LE Préfet de la Haute-Loire,

Le Secrétaire Général de la Haute-Loire,

Le Maire de SAINT-FRONT,

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture,

Le Lieutenant-Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire,

Le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie de SAINT-FRONT, par les soins du Maire, en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Pour ampliation,

Au PUY, le 3 MARS 1980

Pour LE PREFET et par délégation,

L'INGENIEUR EN CHEF DU GENIE RURAL
DES EAUX ET DES FORETS

Directeur Départemental de l'Agriculture,

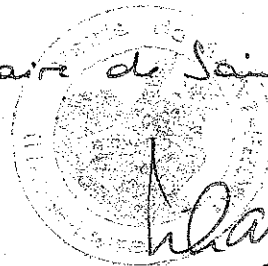
Au PUY, le 27 FEVRIER 1980

Signé : Joël THORAVAL



Affiché le 14 mars 1980

le Maire de Saint-Front



Thoraval

P R E F E C T U R E D E L A H A U T E - L O I R E

SERVICE DU GENIE RURAL DES EAUX ET DES FORETS
Direction Départementale de l'Agriculture

A R R E T E [^] N° D.D.A. 80/114/B
portant réglementation des boisements dans la Commune de SAINT-FRONT

LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE,

- VU l'article 52.1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;
- VU les décrets n° 61.602 et n° 61.603 du 13 Juin 1961 modifiés ;
- VU le décret du 26 Novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire ;
- VU la circulaire du Ministre de l'Agriculture du 9 Juillet 1973 ;
- VU la loi n° 71.384 du 22 Mai 1971 et son décret d'application n° 73.613 du 5 Juillet 1973 ;
- VU le décret n° 79.905 du 18 Octobre 1979 relatif à la culture d'arbres de Noël ;
- VU l'enquête effectuée dans la Commune de SAINT-FRONT ;
- VU les propositions de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans ses séances du 5 Avril 1979 et 15 Octobre 1979 ;
- VU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans sa séance du 14 Décembre 1979 ;
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 13 Février 1980 ;
- VU l'avis du Syndicat des Propriétaires Forestiers en date du 28 Janvier 1980 ;
- VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière en date du 8 Janvier 1980 ;
- VU les plans et l'état des parcelles annexés au dossier ;
- VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 18 Février 1980 ;

A R R E T E :

Article 1er : Sur les parcelles figurant sur l'état annexé au présent arrêté et dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune de SAINT-FRONT, les semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2 : Tous semis et plantations d'essences forestières doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet des demandes en question devront être notifiées aux intéressés dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande.

Article 3 : L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

- La distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de :
- . 4 mètres par rapport à la limite des fonds qui ne confineront pas un bois existant,
 - . 2 mètres par rapport à l'emprise des chemins,
 - . 50 mètres par rapport aux habitations.

Article 4 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'arbres isolés, d'arbres fruitiers et dans les parcs, jardins clos et attenants à une habitation.

Article 5 : Toute culture d'arbres de Noël devra faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 6 : LE Préfet de la Haute-Loire,

Le Secrétaire Général de la Haute-Loire,

Le Maire de SAINT-FRONT,

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture,

Le Lieutenant-Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire,

Le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie de SAINT-FRONT, par les soins du Maire, en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Pour ampliation,

Au PUY, le 3 MARS 1980

Pour LE PREFET et par délégation,

L'INGENIEUR EN CHEF DU GENIE RURAL
DES EAUX ET DES FORETS

Directeur Départemental de l'Agriculture,

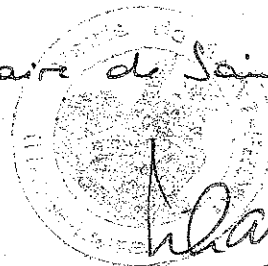
Au PUY, le 27 FEVRIER 1980

Signé : Joël THORAVAL



Affiché le 14 mars 1980

le Maire de Saint-Front



Thoraval



Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

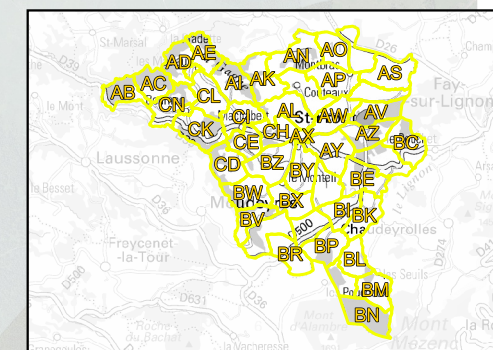
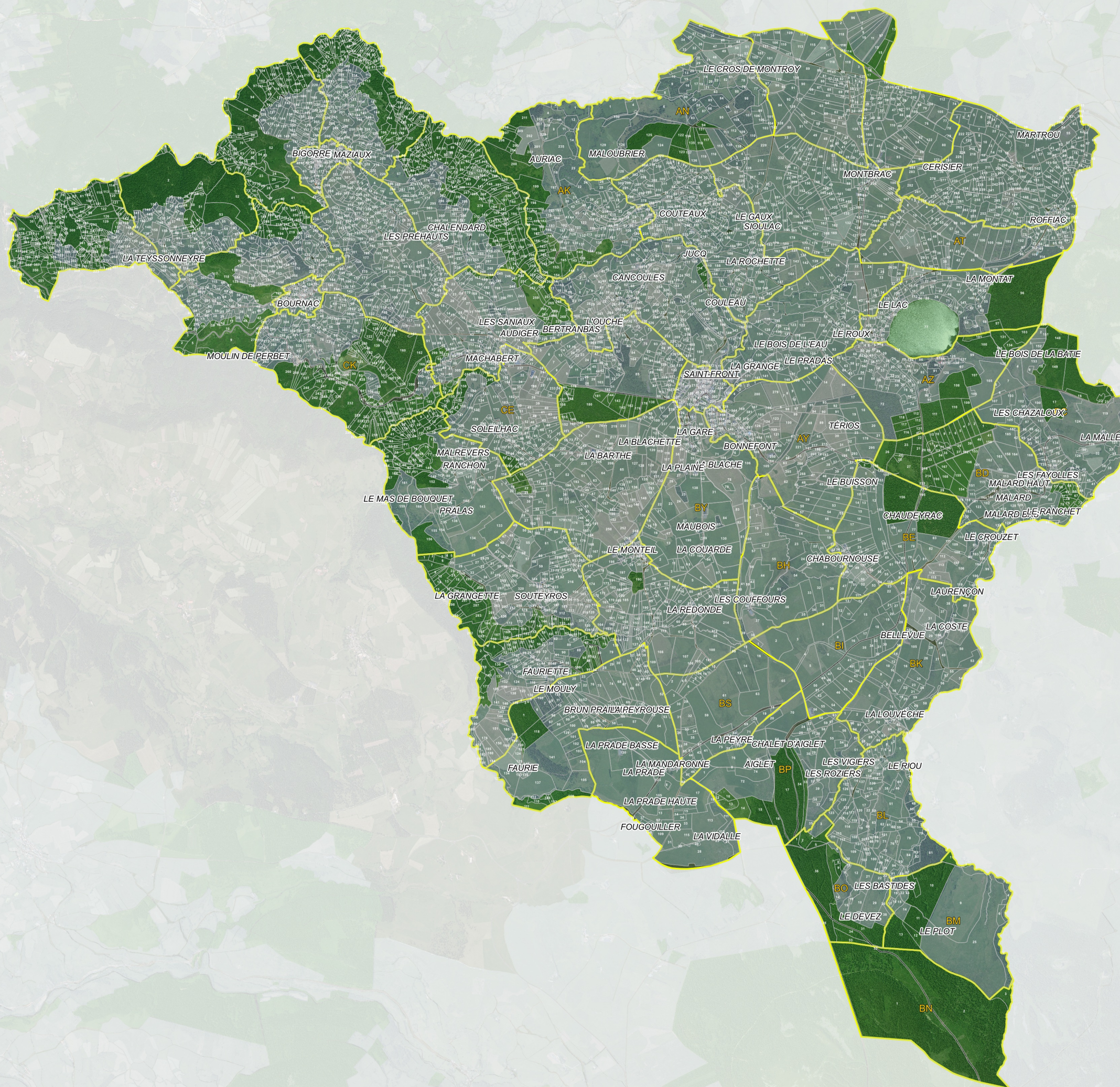
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDTOPO-IGN



DEPARTEMENT de la HAUTE-LOIRE

Boisements

A.F. 70 - N° 68

SERVICE DU GENIE RURAL, DES EAUX ET DES FORETS
Direction Départementale de l'Agriculture

REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

Commune de St-JULIEN CHAPTEUIL

A R R E T E

Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements,

VU le décret n° 61-602 du 13 Juin 1961,

VU le décret du 26 Novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire, définies par arrêté préfectoral,

VU l'enquête effectuée dans la Commune de St-JULIEN CHAPTEUIL,

VU les avis émis par la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement, dans ses séances des 15 Octobre 1969 et 28 Janvier 1970,

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement, dans sa séance du 26 Février 1970,

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 27 Février 1970,

VU l'avis du Syndicat des Propriétaires forestiers en date du 2 Mars 1970,

VU les plans et l'état des parcelles annexés au dossier,

VU le rapport de Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, en date du 3 Mars 1970,

A R R E T E :

Article 1er.- Sur les parcelles figurant sur l'état annexé au présent arrêté et dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune de St-JULIEN CHAPTEUIL, les semis et plantations d'essences forestières, y compris le peuplier et le frêne, sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2.- Tous semis et plantations d'essences forestières, y compris le peuplier et le frêne, doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Le Préfet pourra s'opposer à la plantation dans un délai de 3 mois à partir de la réception de la déclaration.

Article 3.- Le Préfet pourra, dans le même délai, subordonner son absence d'opposition à la condition suivante :

- La distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de 4 mètres le long des limites qui ne confineront pas un bois existant.

Article 4.- Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'alignement ainsi qu'aux plantations d'arbres isolés.

Article 5.- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
Monsieur le Maire de St-JULIEN CHAPTEUIL,
Monsieur l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie,
Monsieur le Directeur des Contributions Directes (Service du Cadastre),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera en outre affiché à la Mairie de St-JULIEN CHAPTEUIL par les soins du Maire, en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Au PUY, le 13 Mars 1970

Le PREFET,

Signé : Roger DAVID.

Pour ampliation
Au PUY, le 1er Avril 1970

Pour le Préfet et par délégation
L'INGENIEUR EN CHEF DU GENIE RURAL
DES EAUX ET DES FORETS,
Directeur Départemental de l'Agriculture,



R. CASTEX.

DEPARTEMENT de la HAUTE-LOIRE

Boisements

A.F. 70 - N° 68

SERVICE DU GENIE RURAL, DES EAUX ET DES FORETS
Direction Départementale de l'Agriculture

REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

Commune de St-JULIEN CHAPTEUIL

A R R E T E

Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements,

VU le décret n° 61-602 du 13 Juin 1961,

VU le décret du 26 Novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire, définies par arrêté préfectoral,

VU l'enquête effectuée dans la Commune de St-JULIEN CHAPTEUIL,

VU les avis émis par la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement, dans ses séances des 15 Octobre 1969 et 28 Janvier 1970,

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement, dans sa séance du 26 Février 1970,

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 27 Février 1970,

VU l'avis du Syndicat des Propriétaires forestiers en date du 2 Mars 1970,

VU les plans et l'état des parcelles annexés au dossier,

VU le rapport de Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, en date du 3 Mars 1970,

A R R E T E :

Article 1er.- Sur les parcelles figurant sur l'état annexé au présent arrêté et dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole et délimitées sur les plans de la Commune de St-JULIEN CHAPTEUIL, les semis et plantations d'essences forestières, y compris le peuplier et le frêne, sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

Article 2.- Tous semis et plantations d'essences forestières, y compris le peuplier et le frêne, doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Le Préfet pourra s'opposer à la plantation dans un délai de 3 mois à partir de la réception de la déclaration.

Article 3.- Le Préfet pourra, dans le même délai, subordonner son absence d'opposition à la condition suivante :

- La distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de 4 mètres le long des limites qui ne confineront pas un bois existant.

Article 4.- Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'alignement ainsi qu'aux plantations d'arbres isolés.

Article 5.- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
Monsieur le Maire de St-JULIEN CHAPTEUIL,
Monsieur l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie,
Monsieur le Directeur des Contributions Directes (Service du Cadastre),
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera en outre affiché à la Mairie de St-JULIEN CHAPTEUIL par les soins du Maire, en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.

Au PUY, le 13 Mars 1970

Le PREFET,

Signé : Roger DAVID.

Pour ampliation
Au PUY, le 1er Avril 1970

Pour le Préfet et par délégation
L'INGENIEUR EN CHEF DU GENIE RURAL
DES EAUX ET DES FORETS,
Directeur Départemental de l'Agriculture,



R. CASTEX.

REFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

ARRETE N° 2000/09

portant et réglementation des boisements sur la commune de
SAINT-MARTIN DE FUGERES

**Le PREFET de la HAUTE-LOIRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur du Mérite agricole,**

VU les articles L 126.1 1), R 126.1, R 126.6, R 126.10 du Code rural relatif à l'interdiction et à la réglementation des semis et plantations d'essences forestières,

VU la loi n° 95.101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et plus particulièrement son article 45 modifiant l'article L 126.1 du Code rural.

VU les décrets 95.296 du 15 mars 1995, 95/88 du 27 janvier 1995 et 95/488 du 28 avril 1995 pris en application des lois du 8 janvier 1993 et 2 février 1995,

VU le décret du 18 février 1999 portant modification de l'article R 126.1 du Code rural.

VU l'arrêté préfectoral n° 97/008 du 10 juin 1997 édictant la réglementation sur tout le territoire de la commune de **SAINT-MARTIN DE FUGERES**,

VU l'arrêté préfectoral n° 98/008 du 12 mai 1998 portant constitution d'une Commission Communale d'Aménagement Foncier de **SAINT-MARTIN DE FUGERES**,

VU les avis définitifs émis par la Commission communale dans ses séances du 10 mai 1999, et 22 octobre 1999.

VU l'enquête publique,

VU l'avis favorable du Commissaire enquêteur du 28/9/1999.

VU l'avis émis par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier en sa séance du 6 avril 2000.

VU l'avis du Conseil Général,

SUR proposition du Directeur Départemental de l'agriculture et de la forêt,

ARRETE :

Article 1er : Sur toutes les parcelles situées dans les périmètres définis sur les plans cadastraux annexés à cet arrêté dans lesquels il est nécessaire de favoriser une meilleure répartition des terres entre la production agricole, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et d'assurer la prévention de milieux naturels ou de paysages remarquables, tous semis et plantations d'essences forestières sont règlementés dans les conditions précisées aux articles ci-après :

..../...

Article 2 : Dans les périmètres réglementés,(ZR) tous semis et plantations d'essences forestières de résineux et de feuillus, de peupliers, en formation d'alignement, en arbres de Noël ou d'agrément doivent faire l'objet d'une déclaration préalable. Toute personne devra adresser au Préfet par lettre recommandée avec accusé de réception, une demande d'autorisation de boisement indiquant la désignation cadastrale des parcelles et la nature du boisement.

Les décisions devront être notifiées à l'intéressé dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande.

Article 3 : En l'absence d'opposition au boisement, l'autorisation est accordée sous certaines conditions :

la distance de reculement est fixée **entre deux et cinq mètres** par rapport à la limite des fonds voisins non boisés, situés en périmètres réglementés suivant la nature et l'exposition des parcelles avoisinantes et le type de plantation demandée :

*à 2 mètres si les parcelles sont des pâtures.

*à 5 mètres si elles sont des terres.

- cas d'une **plantation d'arbres de Noël**, le propriétaire devra respecter les règles de culture, ci-après :
-
- la distance de reculement est fixée à **deux mètres**.
- la hauteur des cimes ne devra pas dépasser **trois mètres**.
- la durée d'occupation du sol ne devra pas excéder **dix ans**.
- déclaration d'inscription à la M.S.A.

Article 4 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code civil, les articles 2 et 3 ne s'appliquent pas aux plantations d'arbres fruitiers, aux plantations forestières faites dans les parcs et jardins clos de murs et attenants à l'habitation, aux haies vives.

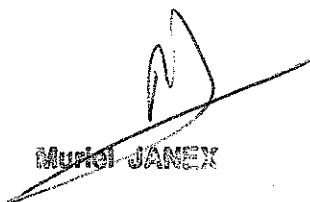
Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire, le Maire de **SAINT-MARTIN DE FUGERES**, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Lieutenant Colonel du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire, le Directeur Départemental des Services fiscaux, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au recueil des actes administratifs.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du Public.

Au PUY-en-VELAY, le **11 MAI 2000**

POUR AMPLIATION

L'Ingénieur du Génie Rural
des Eaux et Forêts


Muriel JANEX

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Haute-Loire


Patrick LEBEVRE

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

RÉUNION DU 1 JUILLET 2019

11 - REGLEMENTATION DES BOISEMENTS - SALETTES

Direction : Direction "Jeunesse, Culture et Développement Durable"

Service instructeur :

Pôle Territoires, Collèges & Développement Durable

Délibération n ° : CP010719/11-3

Le 1 juillet 2019 à 15h30, la Commission Permanente s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Jean-Pierre MARCON, Président

- Présents : 31

-Absent(s) excusé(s) : 4

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 3

Le quorum étant atteint,

LA COMMISSION PERMANENTE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L.126-1, L.126-2 et R.126-1 à R.126-11 du Code rural et de la pêche maritime ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 2 février 2015 portant sur les dispositions réglementaires applicables à la réglementation des boisements et reboisements ;

VU le projet de réglementation des boisements et reboisements élaboré par la Commission Communale d'Aménagement Foncier ;

VU l'avis favorable de l'autorité environnementale ;

VU l'enquête publique et le rapport du commissaire enquêteur ;

VU l'avis favorable du Conseil Municipal ;

VU l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture ;

VU l'avis favorable du Centre National de la Propriété Forestière ;

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et conformément à la délégation qui lui a été consentie par l'Assemblée départementale en la matière,

Après en avoir délibéré :

- adopte la réglementation des boisements et reboisements applicable à la commune de Salettes ci-après :

A. OBJECTIFS

Conformément aux articles L126-1 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), la réglementation des boisements et reboisements répond aux objectifs suivants :

- favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural,
- assurer la préservation de milieux naturels ou de paysages remarquables.

Dans ce cadre, les orientations du Département de la Haute-Loire concourent (R126-1 du CRPM)

- au maintien à la disposition de l'agriculture de terre qui contribuent à un meilleur équilibre économique des exploitations,
- à la préservation des espaces habités en milieu rural et des espaces de nature ou de loisirs,
- à la préservation du caractère remarquable des paysages,
- à la protection des milieux naturels présentant un intérêt particulier,
- à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau telle que définie à l'article L211-1 du Code de l'environnement,
- à la prévention des risques naturels.

B. CHAMP D'APPLICATION

La réglementation des boisements et reboisements concerne les semis, plantations ou replantations d'essences forestières, feuillues ou résineuses.

Au titre de l'article L126-1 du CRPM, l'ensemble du département est considéré comme une grande zone forestière homogène. En application de ce même article, lorsqu'elles s'appliquent à des terrains déjà boisés, les interdictions ou réglementations ne peuvent concerner que des parcelles boisées isolées ou rattachées à un massif forestier dont la superficie est inférieure à 4 hectares.

Sont exclus de la réglementation des boisements et reboisements :

- les productions d'arbres de Noël soumises à des règles spécifiques (cf partie D),
- les parcs et jardins,
- les pépinières déclarées comme tel au registre du commerce et des sociétés,
- les vergers,
- les haies et alignements d'arbres constitués d'essences feuillues,
- les plantations pare-neige / anti-congères.

C. PERIMÈTRES EXISTANTS

• Périmètre libre

Le propriétaire est libre de semer, planter ou replanter en respectant les distances de recul prévues par le Code civil, par les dispositions du Code de l'Environnement ou par toute autre réglementation existante (règlement de la voirie départementale etc.)

• Périmètre interdit

Tous semis, plantations ou replantations d'essences forestières, en plein, sont interdits pendant une durée de 10 ans. Au-delà de cette durée de 10 ans, le périmètre interdit devient périmètre à boisement réglementé (sauf si une procédure de renouvellement de la présente réglementation est engagée).

- **Périmètre réglementé**

Quiconque veut procéder à des plantations, replantations ou à des semis d'essences forestières, doit préalablement en demander l'autorisation au Président du Conseil Départemental.

Les distances de recul des boisements et reboisements sont portées à :

- 7 mètres par rapport à la limite des fonds voisins non boisés pour les résineux,
- 4 mètres par rapport à la limite des fonds voisins non boisés pour les feuillus,
- 7 mètres par rapport à la rive de cours d'eau pour les résineux,
- 100 mètres par rapport aux bâtis.

- **Périmètre réglementé « bois pâturé »**

Les distances de reculement sont les mêmes qu'en périmètre réglementé.

Les essences utilisables pour le boisement ou reboisement sont restreintes aux Pins et au feuillus.

D. ARBRES DE NOËL

Les cultures d'arbres de Noël ne sont pas soumises aux interdictions et réglementations des boisements et reboisements.

Les producteurs qui souhaitent procéder à des semis, plantations ou replantations d'arbres de Noël doivent adresser au Président du Conseil Départemental une déclaration annuelle en courrier recommandé avec accusé de réception ou par mail ou fax permettant de certifier la date d'envoi.

Règles de culture :

- Essences utilisables : Epicéa commun, Epicéa du Colorado, Epicéa de Serbie, Epicéa d'Engelmann, Sapin de Nordmann, Sapin noble, Sapin de Vancouver, Sapin de Balsam, Sapin pectiné, Sapin de Fraser, Pin sylvestre et Pin maritime,
- Densité de plantation : elle doit être comprise entre 6 000 et 10 000 tiges/ha,
- Hauteur maximale : 3 mètres,
- Durée maximale d'occupation du sol : 10 ans, à ce terme les arbres doivent être coupés et les sols remis en état de culture,
- Distances de plantation : les distances de reculement sont celles fixées par arrêté préfectoral ou par délibération concernant la réglementation des boisements et reboisements sur la commune concernée. À défaut, les distances prévues par les usages locaux ou le Code civil devront être respectées.

E. MESURES ET SANCTIONS

- Non-respect des dispositions de la réglementation des boisements

En cas de non-respect de la décision du Président du Conseil départemental ou des dispositions prévues par les réglementations des boisements, les contrevenants sont passibles des sanctions prévues par le Code rural et de la pêche maritime (L126-1, R126-9 et 10). Ils pourront notamment être tenus de détruire à leurs frais les boisements irréguliers.

- Non-entretien des terrains à boisement réglementé ou interdit

Conformément à l'article R126-1 du Code rural et de la pêche maritime, en cas d'enrichissement portant atteinte aux propriétés voisines d'un terrain interdit ou réglementé, le propriétaire se verra dans l'obligation de débroussailler son terrain.

- adopte le zonage de la réglementation des boisements et reboisements de la commune de Salettes ci-annexé.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés

Identifiant de télétransmission

043-224300012-20190701-242302-DE-1-1

Date de réception en préfecture :

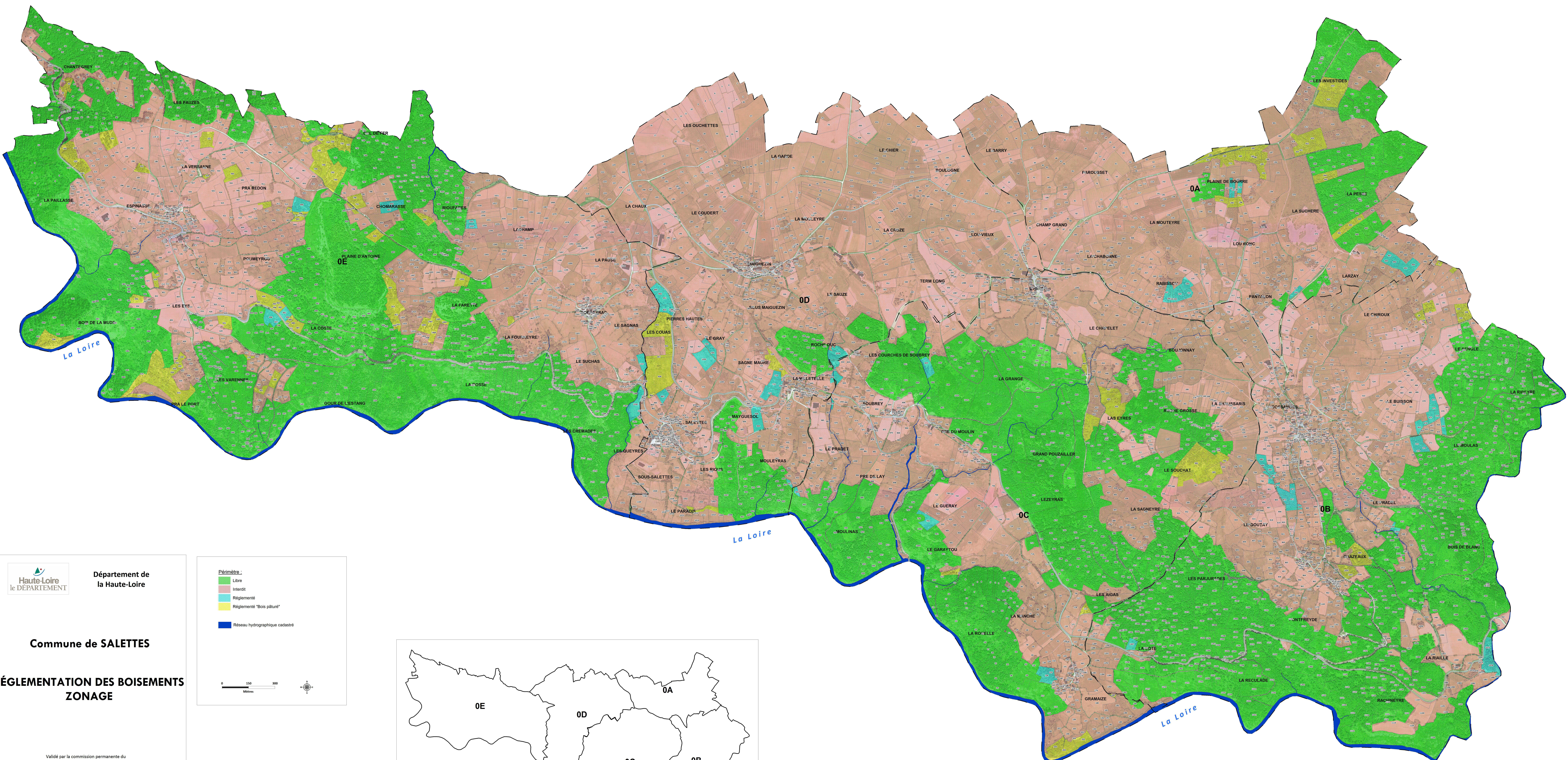
9 juillet 2019

Date de publication :

10 juillet 2019

**Pour le Président,
le Directeur Général
des Services du Département**

Signé François MONIN




Département de la Haute-Loire

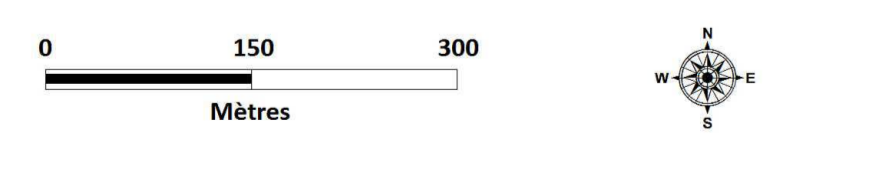
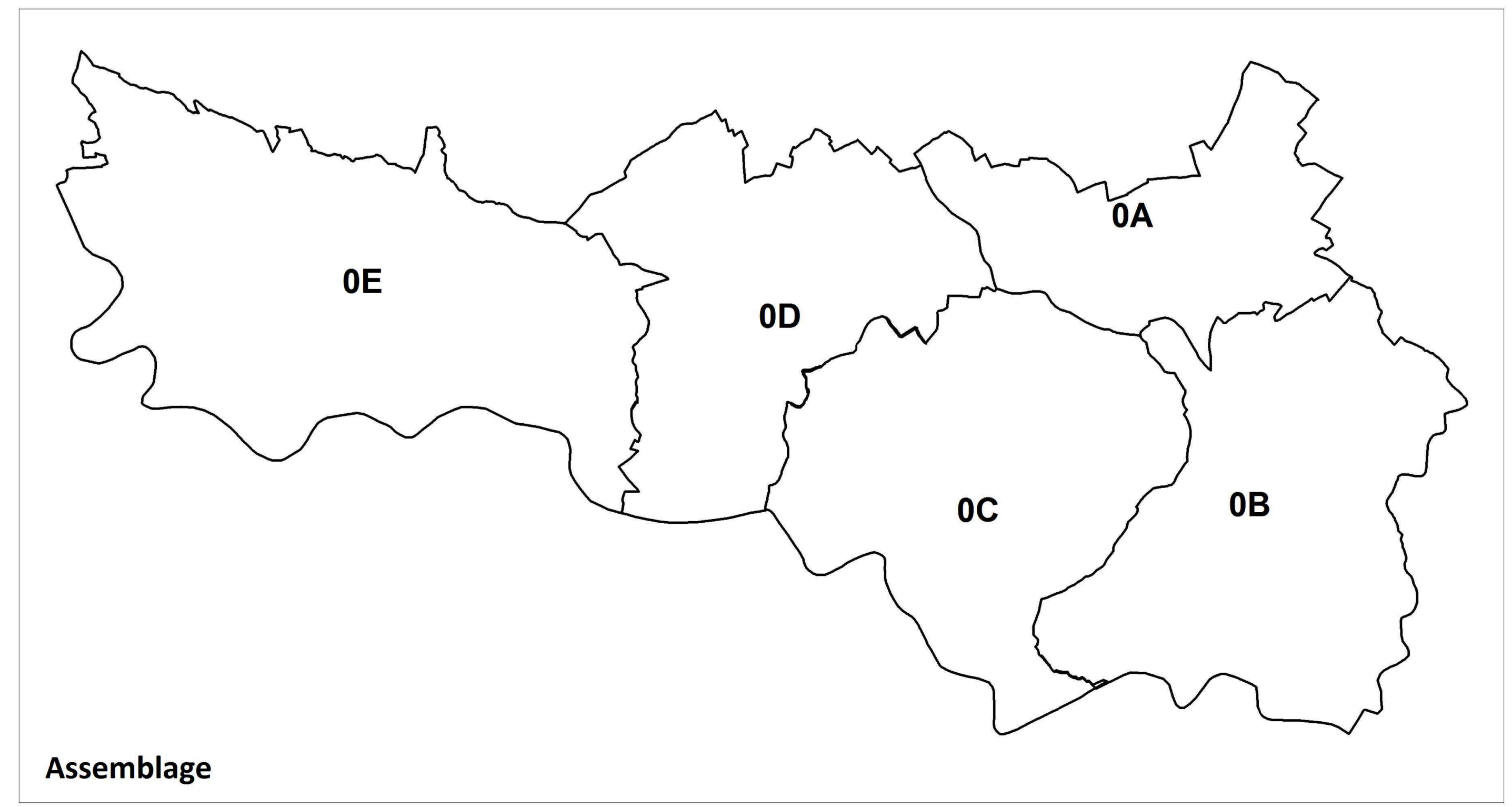
Commune de SALETTES

RÉGLEMENTATION DES BOISEMENTS ZONAGE

 Validé par la commission permanente du

 Plan parcellaire au 1/5 500^e établi en 2016
 Fond : BD_ORTHO®IGN, 2013


Périmètre :
 Libre
 Interdit
 Réglementé
 Réglementé "Bois pâture"
 Réseau hydrographique cadastré

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

RÉUNION DU 1 JUILLET 2019

11 - REGLEMENTATION DES BOISEMENTS - SALETTES

Direction : Direction "Jeunesse, Culture et Développement Durable"

Service instructeur :

Pôle Territoires, Collèges & Développement Durable

Délibération n ° : CP010719/11-3

Le 1 juillet 2019 à 15h30, la Commission Permanente s'est réunie à l'Hôtel du Département sous la présidence de Jean-Pierre MARCON, Président

- Présents : 31

-Absent(s) excusé(s) : 4

- Absent(s) ayant donné pouvoir : 3

Le quorum étant atteint,

LA COMMISSION PERMANENTE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L.126-1, L.126-2 et R.126-1 à R.126-11 du Code rural et de la pêche maritime ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 2 février 2015 portant sur les dispositions réglementaires applicables à la réglementation des boisements et reboisements ;

VU le projet de réglementation des boisements et reboisements élaboré par la Commission Communale d'Aménagement Foncier ;

VU l'avis favorable de l'autorité environnementale ;

VU l'enquête publique et le rapport du commissaire enquêteur ;

VU l'avis favorable du Conseil Municipal ;

VU l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture ;

VU l'avis favorable du Centre National de la Propriété Forestière ;

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et conformément à la délégation qui lui a été consentie par l'Assemblée départementale en la matière,

Après en avoir délibéré :

- adopte la réglementation des boisements et reboisements applicable à la commune de Salettes ci-après :

A. OBJECTIFS

Conformément aux articles L126-1 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), la réglementation des boisements et reboisements répond aux objectifs suivants :

- favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural,
- assurer la préservation de milieux naturels ou de paysages remarquables.

Dans ce cadre, les orientations du Département de la Haute-Loire concourent (R126-1 du CRPM)

- au maintien à la disposition de l'agriculture de terre qui contribuent à un meilleur équilibre économique des exploitations,
- à la préservation des espaces habités en milieu rural et des espaces de nature ou de loisirs,
- à la préservation du caractère remarquable des paysages,
- à la protection des milieux naturels présentant un intérêt particulier,
- à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau telle que définie à l'article L211-1 du Code de l'environnement,
- à la prévention des risques naturels.

B. CHAMP D'APPLICATION

La réglementation des boisements et reboisements concerne les semis, plantations ou replantations d'essences forestières, feuillues ou résineuses.

Au titre de l'article L126-1 du CRPM, l'ensemble du département est considéré comme une grande zone forestière homogène. En application de ce même article, lorsqu'elles s'appliquent à des terrains déjà boisés, les interdictions ou réglementations ne peuvent concerner que des parcelles boisées isolées ou rattachées à un massif forestier dont la superficie est inférieure à 4 hectares.

Sont exclus de la réglementation des boisements et reboisements :

- les productions d'arbres de Noël soumises à des règles spécifiques (cf partie D),
- les parcs et jardins,
- les pépinières déclarées comme tel au registre du commerce et des sociétés,
- les vergers,
- les haies et alignements d'arbres constitués d'essences feuillues,
- les plantations pare-neige / anti-congères.

C. PERIMÈTRES EXISTANTS

- **Périmètre libre**

Le propriétaire est libre de semer, planter ou replanter en respectant les distances de recul prévues par le Code civil, par les dispositions du Code de l'Environnement ou par toute autre réglementation existante (règlement de la voirie départementale etc.)

- **Périmètre interdit**

Tous semis, plantations ou replantations d'essences forestières, en plein, sont interdits pendant une durée de 10 ans. Au-delà de cette durée de 10 ans, le périmètre interdit devient périmètre à boisement réglementé (sauf si une procédure de renouvellement de la présente réglementation est engagée).

- **Périmètre réglementé**

Quiconque veut procéder à des plantations, replantations ou à des semis d'essences forestières, doit préalablement en demander l'autorisation au Président du Conseil Départemental.

Les distances de recul des boisements et reboisements sont portées à :

- 7 mètres par rapport à la limite des fonds voisins non boisés pour les résineux,
- 4 mètres par rapport à la limite des fonds voisins non boisés pour les feuillus,
- 7 mètres par rapport à la rive de cours d'eau pour les résineux,
- 100 mètres par rapport aux bâtis.

- **Périmètre réglementé « bois pâturé »**

Les distances de reculement sont les mêmes qu'en périmètre réglementé.

Les essences utilisables pour le boisement ou reboisement sont restreintes aux Pins et au feuillus.

D. ARBRES DE NOËL

Les cultures d'arbres de Noël ne sont pas soumises aux interdictions et réglementations des boisements et reboisements.

Les producteurs qui souhaitent procéder à des semis, plantations ou replantations d'arbres de Noël doivent adresser au Président du Conseil Départemental une déclaration annuelle en courrier recommandé avec accusé de réception ou par mail ou fax permettant de certifier la date d'envoi.

Règles de culture :

- Essences utilisables : Epicéa commun, Epicéa du Colorado, Epicéa de Serbie, Epicéa d'Engelmann, Sapin de Nordmann, Sapin noble, Sapin de Vancouver, Sapin de Balsam, Sapin pectiné, Sapin de Fraser, Pin sylvestre et Pin maritime,
- Densité de plantation : elle doit être comprise entre 6 000 et 10 000 tiges/ha,
- Hauteur maximale : 3 mètres,
- Durée maximale d'occupation du sol : 10 ans, à ce terme les arbres doivent être coupés et les sols remis en état de culture,
- Distances de plantation : les distances de reculement sont celles fixées par arrêté préfectoral ou par délibération concernant la réglementation des boisements et reboisements sur la commune concernée. À défaut, les distances prévues par les usages locaux ou le Code civil devront être respectées.

E. MESURES ET SANCTIONS

- Non-respect des dispositions de la réglementation des boisements

En cas de non-respect de la décision du Président du Conseil départemental ou des dispositions prévues par les réglementations des boisements, les contrevenants sont passibles des sanctions prévues par le Code rural et de la pêche maritime (L126-1, R126-9 et 10). Ils pourront notamment être tenus de détruire à leurs frais les boisements irréguliers.

- Non-entretien des terrains à boisement réglementé ou interdit

Conformément à l'article R126-1 du Code rural et de la pêche maritime, en cas d'enrichissement portant atteinte aux propriétés voisines d'un terrain interdit ou réglementé, le propriétaire se verra dans l'obligation de débroussailler son terrain.

- adopte le zonage de la réglementation des boisements et reboisements de la commune de Salettes ci-annexé.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés

Identifiant de télétransmission

043-224300012-20190701-242302-DE-1-1

Date de réception en préfecture :

9 juillet 2019

Date de publication :

10 juillet 2019

**Pour le Président,
le Directeur Général
des Services du Département**

Signé François MONIN



Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

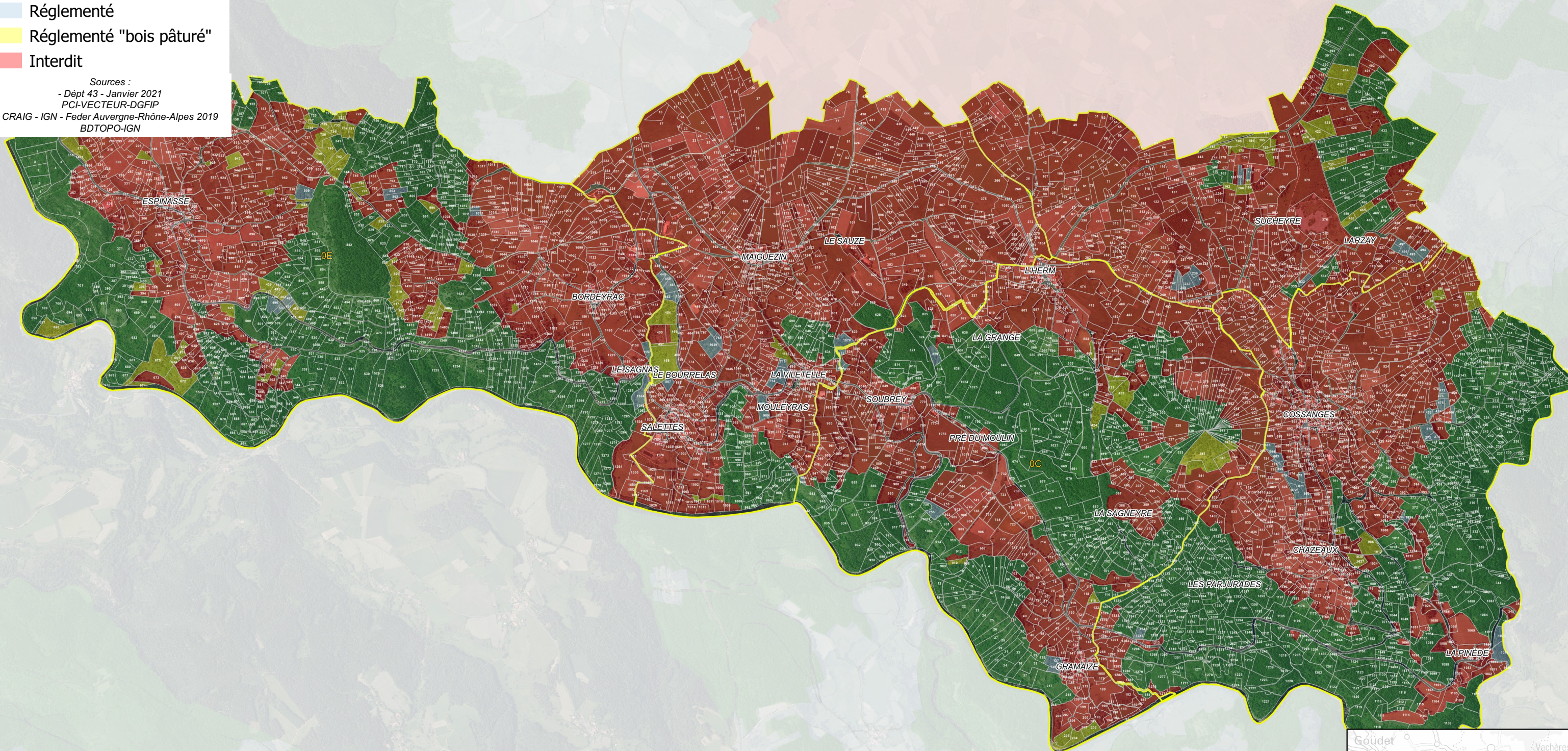
Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDOPO-IGN





Données cadastrales

Parcelles cadastrales

Sections

Sections cadastrales

Réglementation des boisements

Libre

Réglementé

Réglementé "bois pâturé"

Interdit

Sources :

- Dépt 43 - Janvier 2021

PCI-VECTEUR-DGFIP

CRAIG - IGN - Feder Auvergne-Rhône-Alpes 2019

BDOPO-IGN

